

SERVICE TECHNIQUE INTERDEPARTEMENTAL D'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES



Instruction des demandes d'autorisation d'exploiter
Avis sur permis de construire
Traitement des plaintes
Inspections

12 Quai de Gesvres - PARIS IVème
75195 - PARIS RP
Téléphone : 01 49 96 35 51 - Télécopie : 01 49 96 37 68
@-mél : prefpol.dtpd-sdpse-stiic-secretariat@interieur.gouv.fr

Paris, le 13/08/09

Préfecture des Hauts-de-Seine
Commune de Clichy la Garenne
Dossier n°31764A
N° GIDIC : 74-4411 (MAJ le 13/08/09)

Rapport concernant :
GLOBAL SWITCH

Adresse de l'établissement :
7/9, rue Petit
92582 CLICHY LA GARENNE CEDEX France
(parcelle O65)

Classement ICPE :

Classement actuel :

R. 2921-2-(D Ant.), 2920-2a (A), 2910-A1 (A), 1432-2b (DC)
Arrêté préfectoral en vigueur : 14/03/2001 modifié en juin 2001
7 tours de 22820 kW en circuit primaire fermé
1 tour de 250 kW en circuit primaire fermé
(2 circuits d'eau distincts)

Contacts :

Directeur général de Global Switch
Directeur technique de DRIVERS JONAS
Bureau d'étude Flack+Kurtz

Modifications et nouvelles installations classées :

Bâtiment existant + projet d'extension
DAE d'octobre 2008

R2921-2 (D ant.)
R2920-2a (A)
R2910-A1(A)
R1432-2b (DC)

Inspection/réunion du : sans

Bordereau reçu le : 06/05/2009

~~Site en zone inondable~~
~~Action Nationale 2009~~

Site inclus dans le programme d'inspection : A

Site « Seveso » seuil haut

Site « Seveso » seuil bas

Site BdF / Site IPPC : 1.1

Site inclus dans les zones d'effet d'un établissement à risque

~~BASOL~~

Adresse administrative :

Identique à celle de l'établissement

Activité générale du site :

Hébergement de serveurs informatiques

REFERENCES :

Dossier de demande d'autorisation déposé à la Préfecture des Hauts de Seine le 20 octobre 2008 (version 0).

Récépissé de dépôt : 20/10/2008.

Dossier modifié (version 1) déposé à la Préfecture des Hauts de Seine le 28/11/2008.

Rapport de recevabilité de l'inspection en date du 28/11/2008.

Rapport du commissaire enquêteur en date du 24/04/2009 après d'enquête publique.

PIECE JOINTE : Projet d'arrêté préfectoral.

OBJET DU RAPPORT : Projet de réglementation suite à enquête publique.

1- INTRODUCTION OU PRESENTATION

La société GLOBAL SWITCH exploite à CLICHY LA GARENNE l'un des plus grands centres d'hébergement de serveurs informatiques de la région parisienne. Son projet d'augmenter sa surface d'accueil de serveurs correspond à un manque d'espace disponible dans les locaux actuels face à une demande constante d'espace.

Le site actuel avec son bâtiment principal d'une superficie totale de 35 000m² est réglementé par l'arrêté préfectoral du 14 mars 2001 pour les installations classées suivantes :

Installations classées existantes et réglementées par l'AP du 14/03/2001 :

Dépôt de FOD	7 cuves de fuel aériennes simple enveloppe d'une capacité totale de 200 m ³ localisation : 2 ^{ème} sous-sol du bâtiment administratif Capacité équivalente = $(6 \times 30 + 20) / 5 = 200 / 5 = 40 \text{ m}^3$	R1432-2b (DC)
Groupes électrogènes	5 GE de 4000 KVA => une puissance thermique totale de 42,35 MWth localisation : R-1 du bâtiment existant Ces GE sont refroidis par 5 condenseurs d'air	R 2910-A1 (A)
Groupes froids	<u>Pour le processus :</u> 500 armoires de climatisation d'une puissance électrique absorbée unitaire de 9,6 kW (500 x 9,6 = 4800 kW). Fluide : R407c – charge par groupe = 4,1 kg localisation : les armoires sont implantées en raison de 2 dans chaque unité « IT ». Ces groupes sont localisés du R-2 à R+3 du bâtiment existant <u>Pour le confort :</u> 1 GF d'une puissance électrique absorbée unitaire de 160 kW Fluide : R134a – charge du groupe = 98 kg localisation : local technique au 2 ^{ème} sous-sol du bâtiment administratif <u>Total :</u> Soit une puissance totale = 4960 kW	R2920-2a (A)
TAR	<u>Pour le processus :</u> 7 TAR sur un circuit primaire fermé de puissance thermique évacuée unitaire de 3.26 MWth Fonctionnement continu, 24h/24 et 365j/365 <u>Pour le confort :</u> 1 TAR sur un autre circuit primaire fermé de puissance thermique évacuée unitaire de 540 kWth Fonctionnement continu, 24h/24 et 365j/365 <u>Total :</u> Soit une puissance totale = $7 \times 3.26 + 1 \times 0,54 = 23.36 \text{ MWth}$	R2921-2 (D ant.)

Modification des installations classées du bâtiment existant et nouvelles installations classées (nouveau bâtiment) :

Bâtiment existant – modifications des installations classées :

Des aménagements sont actuellement en cours sur le bâtiment existant :

- rajout des groupes électrogènes (et des installations connexes) afin de fournir l'alimentation de remplacement nécessaire à ce bâtiment existant qui se trouve en plein régime de fonctionnement,
- modification des armoires de climatisation (nombre et localisation).

Les rubriques suivantes sont donc modifiées : R1432-2a (DC), R2910-A1 (A) et R2920-2a (A).

Les tours aéroréfrigérantes ne sont pas modifiées.

Projet d'extension (nouveau bâtiment) :

Le projet consiste à l'édification d'un bâtiment de 6 étages dédié à des serveurs informatiques (récépissé du permis de construire n° PC 092 024 08 00557 du 17/10/2008).

Cette extension est, et reste, dans l'emprise actuelle du site. Cette partie du terrain, vierge de toute construction est stabilisée et imperméabilisée par l'intermédiaire d'une dalle de béton qui sert de parc à véhicules pour les employés de Global Switch.

Le site de l'extension a une superficie de 2 359m². Le futur bâtiment aura une surface totale brute d'environ 10 000m² où seront exploitées les nouvelles installations classées suivantes :

	Installations classées du bâtiment existant	Installations classées du nouveau bâtiment (projet d'extension)	Rubriques
Dépôt de FOD	<p>IC existantes non modifiées : 7 cuves FOD aériennes simple enveloppe localisation : 2^{ème} sous-sol du bâtiment administratif C. Eq. = $(6 \times 30 + 20) / 5 = 200 / 5 = 40 \text{ m}^3$</p> <p>IC nouvelles dans le bâtiment existant : 3 cuves FOD aériennes simple enveloppe localisation : 2^{ème} sous-sol du bâtiment existant C. Eq. = $(3 \times 40) / 5 = 120 / 5 = 24 \text{ m}^3$</p> <p>Total pour le bâtiment existant : C. Eq. = $40 + 24 = 64 \text{ m}^3$</p>	-	<p>R1432-2b (DC)</p> <p>Total pour le site : 64 m³</p>
Groupes électrogènes	<p>IC existantes modifiées : 4 GE de 4000 KVA dont 1 en secours => puissance thermique totale de 31.56 MWth => puissance thermique totale en fonctionnement simultané de 23.67 MWth localisation : R-1 du bâtiment existant Ces GE sont refroidis par 4 condenseurs d'air</p> <p>IC nouvelles dans le bâtiment existant : 2 GE de 3000 KVA => puissance thermique totale de 12.78 MWth => puissance thermique totale en fonctionnement simultané de 12.78 MWth localisation : R-1 du bâtiment existant Ces GE sont refroidis par 2 condenseurs d'air</p> <p>Total pour le bâtiment existant : P. th max = $31.56 + 12.78 = 44.34 \text{ MWth}$</p>	<p>IC nouvelles dans le nouveau bâtiment : 9 GE de 2500 KVA dont 1 en secours => puissance thermique totale de 50.14 MWth => puissance thermique totale en fonctionnement simultané de 44.57 MWth localisation : local technique au niveau 4 du nouveau bâtiment Ces GE sont refroidis par 9 condenseurs d'air</p> <p>5 GE de 2800 KVA dont 1 en secours => puissance thermique totale de 32.72 MWth => puissance thermique totale en fonctionnement simultané de 26.20 MWth localisation : local technique au Nord du nouveau bâtiment Refroidissement à air</p> <p>Total pour le nouveau bâtiment : P. th max = $50.14 + 32.72 = 82.86 \text{ MWth}$</p>	<p>R 2910-A1 (A)</p> <p>Total pour le site : 127.20 MWth</p>

	Installations classées du bâtiment existant	Installations classées du nouveau bâtiment (projet d'extension)	Rubriques
Groupes froids	<p>IC existantes non modifiées : <u>Pour le confort :</u> 1 GF d'une puissance électrique absorbée unitaire de 160 kW Fluide : R134a – charge du groupe = 98 kg localisation : local technique au 2ème sous-sol du bâtiment administratif</p> <p>IC nouvelles dans le bâtiment existant : <u>Pour le processus :</u> 300 armoires de climatisation d'une puissance électrique absorbée unitaire de 16 kW (300 x 16 = 4800 kW). Fluide : R407c – charge par groupe = 10 kg localisation : les armoires sont implantées dans les salles informatiques du bâtiment existant. Ces groupes sont localisés du R-2 à R+3 du bâtiment existant</p> <p>Total pour le bâtiment existant : P. élect. Abs. = 160 + 4800 = 4960 kW</p>	<p>IC nouvelles dans le nouveau bâtiment : <u>Pour le processus :</u> 9 GF d'une puissance électrique absorbée unitaire de 530 kW (9 x 530 = 4770 kW) Fluide : R134a – charge par groupe = 820 kg localisation : local technique au niveau 4 du nouveau bâtiment</p> <p>4 GF d'une puissance électrique absorbée unitaire de 440 kW (4 x 440 = 1760 kW) Fluide : R134a – charge par groupe = 680 kg localisation : local technique au Nord du nouveau bâtiment</p> <p>Total pour le nouveau bâtiment : P. élect. Abs. = 4770 + 1760 = 6530 kW</p>	<p>R2920-2a (A)</p> <p>Total pour le site : 11.490 MW</p>
TAR	<p>IC existantes non modifiées : <u>Pour le processus :</u> 7 TAR sur un circuit primaire fermé de puissance thermique évacuée unitaire de 3,26 MWth Fonctionnement continu, 24h/24 et 365j/365</p> <p><u>Pour le confort :</u> 1 TAR sur un autre circuit primaire fermé de puissance thermique évacuée unitaire de 540 kWth Fonctionnement continu, 24h/24 et 365j/365</p> <p><u>Total :</u> Soit une puissance totale = 7x3.26 + 1x 0,54 = 23.36 MWth</p>	-	R2921-2 (D ant.)

2- PRESENTATION SYNTHETIQUE DU DOSSIER

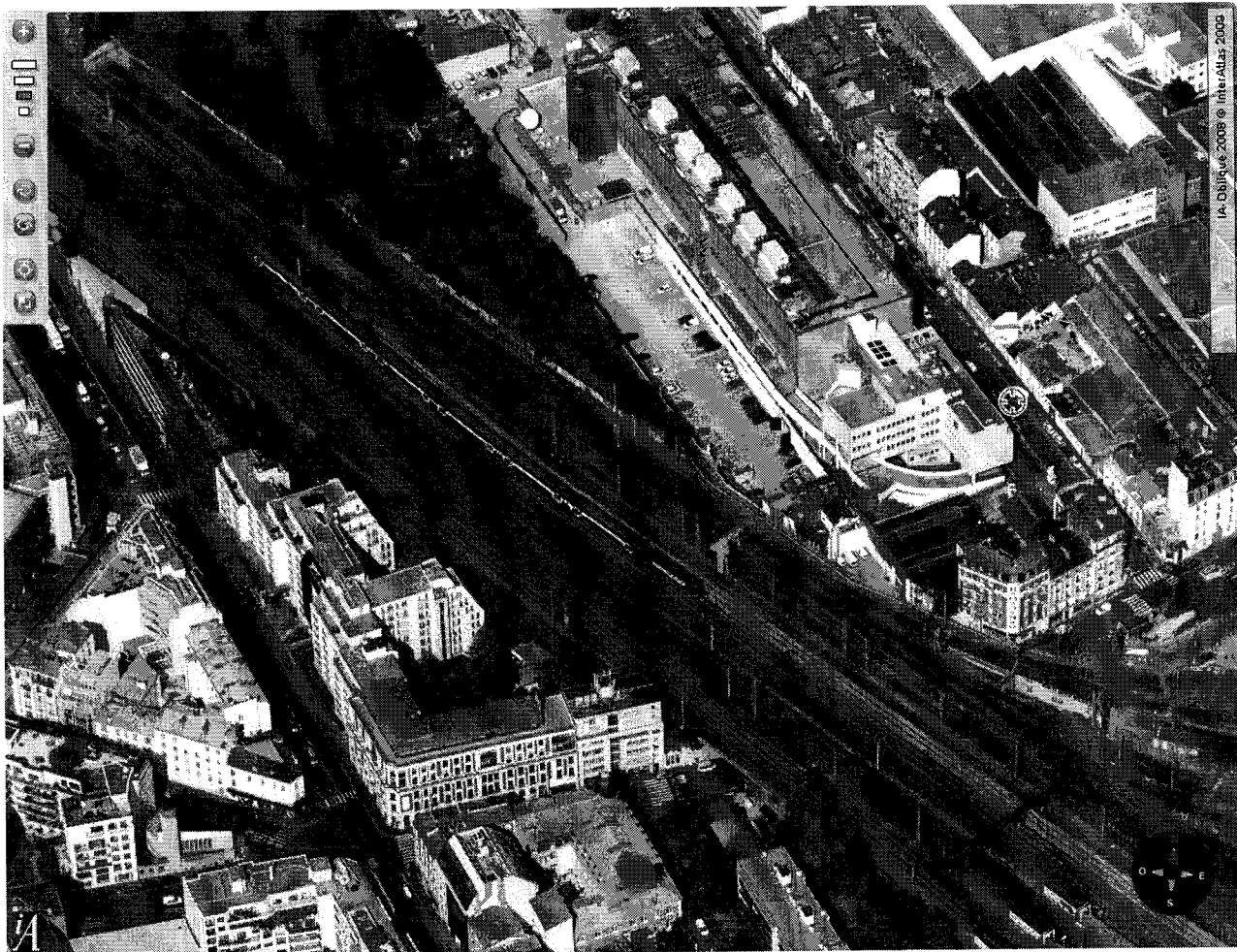
2.1- demandeur

La demande d'autorisation d'exploiter pour les nouvelles installations a été effectuée par le directeur général de société Global Switch dont le siège social est situé 7/9, rue Petit 92110 CLICHY LA GARENNE.

2.2- site d'implantation et accès

Le site se trouve dans la parcelle section 0 n°65 entre le passage du Puits Bertin, faisant face à la voie ferroviaire à l'Ouest et à la rue Petit à l'Est.

L'entrée commune aux deux bâtiments est située au 7, rue Petit et l'entrée et sortie du parc de stationnement se situent au Nord du bâtiment existant rue Petit.



2.3- état initial

- TOPOGRAPHIE :

La commune de Clichy est située dans la plaine alluviale de la Seine. C'est une commune de configuration compacte, entre la Seine en aval de Paris et la limite Nord de la capitale. Son relief s'inscrit dans la topographie générale de pente douce descendant de la butte Montmartre de la Seine. L'altitude communale moyenne est de 30 mètres NGH orthométrique.

- GEOLOGIE :

La commune est située sur une plate-forme de calcaire de Saint-Ouen, reposant sur des sables de Beauchamp (Marnésien moyen) datant de l'Eocène supérieur, eux-même reposant sur du Lutétien.

La nappe phréatique ou nappe libre générale de la ville de Clichy est en relation étroite avec la Seine. L'épaisseur mouillée des alluvions est en moyenne de 5m, elle peut atteindre 10m par endroits. Elle s'étend latéralement dans les sables de Beauchamp et dans les calcaires de Saint-Ouen en suivant la topographie. Ces mêmes formations sont aquifères sous les alluvions.

- CLIMATOLOGIE :

Le climat est tempéré, marqué par une influence océanique altérée par l'éloignement du littoral.

La pluviosité est répartie de façon relativement uniforme sur l'année avec une moyenne de 656.4 mm.

La température moyenne mensuelle est de 7.1°C avec 25.5°C de maximale en août et 1.5°C de minimale en février.

Il y a une forte prédominance des vents d'Ouest et plus particulièrement de Sud-Ouest. Ce sont souvent des vents forts et associés à des régimes maritimes. La durée moyenne d'insolation représente 1708.6 heures. 21 jours d'orage par an, 23.6 jours de brouillards en moyenne sur l'année.

- QUALITE DE L'AIR :

La qualité de l'air est mesurée par le réseau des stations de mesure AIRPARIF.

Les principaux polluants sont :

- Le dioxyde soufre

- Les poussières fines de diamètre inférieur à 10 micromètres
- Les oxydes d'azote
- L'ozone
- Le monoxyde de carbone

Les principales sources de pollution sont le fuel, le charbon et le gaz, par les chauffages et autres unités de combustion, l'industrie (cimenteries, fonderies par exemple) et les véhicules automobiles.

L'indice journalier de pollution classé de 1 à 10, permet aux autorités préfectorales de décider de mesures immédiates comme la réduction de la circulation automobile ou la limitation de la vitesse autorisée.

- **ENVIRONNEMENT SONORE :**

Les principales émissions sonores sur le secteur sont dues aux infrastructures de transport, voies ferrées, routes. Une modélisation acoustique de l'impact des futures installations a été réalisée par WSP acoustics. Une étude après travaux est programmée pour réaliser d'éventuelles mesures correctives.

2.4 - description des installations :

- **LES GROUPES FROID ET LES DRY-COOLERS :**

Pour le nouveau bâtiment : ils seront implantés dans 2 locaux techniques (un au niveau 4 du nouveau bâtiment et le second au Nord du nouveau bâtiment (R+1).

Pour le bâtiment existant : Ils sont implantés dans un local technique au 2^{ème} sous-sol du bâtiment administratif et du R-2 au R+3 du bâtiment existant.

- **LES TOURS AEROREFRIGERANTES**

Existantes et déjà réglementées leur situation est inchangée, à savoir, sur le toit du bâtiment existant. Pour les locaux informatiques, 7 TAR sur un circuit primaire fermé et 1 TAR sur un autre circuit primaire pour les locaux administratifs.

- **LES GROUPES ELECTROGENES**

Leur fonctionnement est prévu pour 30h/an soit 12h00 d'essais à raison d'une heure par mois et les 18h00 restantes correspondent à l'utilisation éventuelle en secours en cas de coupure du réseau d'alimentation en électricité, basé sur des statistiques sur plusieurs années.

Pour le nouveau bâtiment : ils seront implantés dans 2 locaux techniques (un au niveau 4 du nouveau bâtiment et le second au Nord du nouveau bâtiment (R+1).

Pour le bâtiment existant : Ils sont implantés au R-1 du bâtiment existant.

Etant donné que les installations de combustion ont une puissance de combustion supérieure à 50 MWth, ils sont soumis à la directive IPPC (rubrique 1.1). Une comparaison aux MTD a été réalisée et sera reprise dans le projet d'arrêté préfectoral.

- **L'ALIMENTATION DES GROUPES ELECTROGENES**

Les 3 nouveaux réservoirs où est stocké le fuel domestique sont de type aérien au deuxième sous-sol du bâtiment existant. Les locaux et leurs accès seront aménagés pour prévenir la propagation d'un incendie. Cela est intégré dans le projet d'arrêté préfectoral.

2.5- nuisances et moyens de préventions :

- **EAU :**

1. **La consommation courante d'eau sera liée aux sanitaires :**

Des appoints ponctuels seront réalisés sur les circuits d'eau glacée des groupes froids et les circuits de refroidissement des tours aéroréfrigérantes du bâtiment déjà existant et réglementé.

2. **Les eaux rejetées par l'établissement :**

Les eaux rejetées par l'établissement seront les suivantes :

- Les eaux de type eaux et eaux vannes sanitaires : rejet dans le réseau communal.
- Les purges nécessaires du circuit d'eau de refroidissement.
- Les eaux pluviales (toitures et voiries) : rejet dans le réseau d'eau pluviale.

Les caractéristiques de ces effluents devront correspondre aux critères suivants :

- Température : <30°C,
- pH : compris entre 5,5 et 8,5,
- MES (matières en suspension) < 600 mg/l (norme NFT 90-105),
- DCO (demande chimique en oxygène) < 2000 mg/l (norme NFT 90-101),
- DB05 (demande biologique en oxygène 5 jours) < 800 mg/l- (norme NFT 90-103),
- Indice phénol <0,3 mg/l,
- plomb < 0.5 mg/l,
- Hydrocarbures totaux < 10 mg/l (norme NFT 90-114),
- Métaux totaux < 15 mg/l (norme NFT 90-112),
- Azote global (exprimé en N) < 150 mg/l,
- Phosphore total (exprimé en P) < 50 mg/l.

Ces valeurs limites doivent être respectées en moyenne quotidienne.

Aucune valeur instantanée ne devra dépasser le double des valeurs limites définies ci-dessus.

En aucun cas, des eaux chargées de solvants halogénés ne pourront être évacuées à l'égout.

Les détergents utilisés seront conformes aux dispositions au règlement européen du 31 mars 2004 et biodégradables à au moins 90%.

• AIR :

1. CONDITIONS GENERALES DE REJET :

Les futurs débouchés à l'air libre des cheminées d'évacuation des gaz de combustion dépasseront de 3 mètres la hauteur des bâtiments situés dans un rayon de 15 mètres autour de l'installation, sans toutefois être inférieures à 10 mètres.

La vitesse d'éjection des gaz de combustion en marche continue maximale sera au moins égale à 25 m/s.

Les moteurs des groupes électrogènes sont équipés de dispositif permettant de limiter le panache noir au démarrage.

2. VALEURS LIMITES DES CONCENTRATIONS DE POLLUANTS REJETES :

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure, rapportés à des conditions normalisées de température (273,15 °K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Les valeurs limites d'émission (VLE) de l'article 6.2.6 de l'arrêté du 27/07/1997 sont reprises dans le projet d'arrêté préfectoral.

Les VLE ne s'appliquent pas aux régimes transitoires de démarrage et d'arrêt des équipements. Toutefois, ces régimes transitoires sont aussi limités dans le temps que possible.

• PREVENTION DE LA LEGIONELLA :

Les analyses sont effectuées chaque mois sur l'ensemble des TAR. L'exploitant transmet chaque année ses résultats.

Aucun établissement accueillant des populations dites sensibles (hôpitaux, cliniques, ...) n'a été recensé dans un rayon de 200 mètres autour du site.

• BRUIT :

Tous les équipements ne fonctionneront pas de façon permanente et en continu au cours des périodes réglementaires (diurne et nocturne). Le tableau suivant recense les équipements pris en compte.

Equipements	Fonctionnement en période diurne	Fonctionnement en période nocturne
Groupes froid	oui	oui
Dry cooler	oui	oui
Aréroréfrigérants	oui	oui
Groupes électrogènes	Oui lors des essais	Uniquement lors d'une coupure du réseau d'alimentation électrique

L'exploitant a fait réaliser une étude acoustique préliminaire qui a permis d'orienter les choix de positionnement des installations et des matériaux limitant l'impact acoustique hors du site.

Par ailleurs, le projet d'AP ci-joint prévoit (dans les trois mois qui suivront la mise en fonction des nouvelles installations) de réaliser des relevés permettant d'évaluer la situation sonore de l'ensemble des installations et de mettre en place d'éventuelles actions correctives.

- DECHETS :

Les déchets générés seront liés aux phases d'entretien et ne seront donc qu'occasionnels :

- petites quantités d'huile de vidange, des filtres à huile,
- des batteries lors de remplacement périodique des équipements,
- de l'eau glycolée, en cas de vidange du circuit de refroidissement,
- des pièces défectueuses.

Ces déchets seront évacués pour être, soient récupérés, soient envoyés en centre de traitement.

- REMISE EN ETAT DU SITE :

Pour un usage tertiaire.

3- LA CONSULTATION ET L'ENQUETE PUBLIQUE :

Conformément à l'arrêté préfectoral 2009-03 du 08 janvier 2009, l'enquête publique s'est déroulée du 27/02/2009 au 27/03/2009 inclus à la Mairie de Clichy la Garenne. Le commissaire enquêteur a transmis son rapport d'enquête publique, ses annexes et ses conclusions par courrier daté du 24/04/2009.

3.1- registre d'enquête publique :

Durant cette enquête publique 5 observations ont été portées sur le registre d'enquête.

- OBSERVATION N° 1

" Tout est décidé.....Les riverains ne savent rien ! "

Commentaire du STIIC : Il ne s'agit pas d'une question à proprement parler mais une affirmation n'engageant que son auteur. Cependant, nous pourrions répondre que le principe de l'enquête publique est de porter un projet à la connaissance des riverains et que la décision d'autoriser n'est pas prise à ce stade de la procédure.

- OBSERVATION N° 2

2.1 "Pour l'installation d'appareils de groupes froid, électrogène, arrivée et sortie d'air, le dossier renvoie à une étude à réaliser plus tard."

Réponse du maître d'ouvrage : "Le dossier de demande d'autorisation, déclaré recevable par le STIIC, comprend une étude acoustique. Une fois le matériel choisi une étude définitive sera réalisée, le dimensionnement des pièges à son sera dimensionner en fonction des résultats."

2.2 Les effets sur l'environnement de 2 groupes électrogènes Diesel V20 sont renvoyés à une autorisation établie en 2001."

Réponse du maître d'ouvrage : "Ces 2 groupes électrogènes s'inscrivent dans la centrale thermique de l'installation existante, dans les limites de la puissance autorisées en 2001. Aucun impact supplémentaire à ce qui est prévu par l'autorisation d'exploiter délivrée en 2001 n'est donc prévu à ce sujet."

2.3 "Aucun chiffre sur les quantités de déchets produits, ni sur leur mode de stockage."

Réponse du maître d'ouvrage : "La quantité de déchets produite par la nouvelle installation sera marginale. A titre de comparaison, les seuls déchets non ménagers produits par l'installation existante sont 103kg d'emballages. Et 850kg de batterie au plomb prises en charge par SITA. La nouvelle installation ne générera pas de déchets sous forme de batteries au plomb, car le matériel assurant l'alimentation électrique sans interruption sera équipé d'accumulateurs cinétiques."

Commentaire du STIIC : Il s'agit d'onduleurs sous la forme d'accumulateurs secs de type condensateurs.

2.4 "Rien de précis sur les volumes d'eau rejetés, les consommations, les mesures prises pour l'évacuation des eaux d'incendie."

Réponse du maître d'ouvrage : "La seule consommation sera celle liée aux sanitaires. Une rétention conforme des eaux d'extinction est prévue bien que la réglementation ne l'impose pas en raison du volume de fioul domestique stocké.

Commentaire du STIIC : Ce point est réglementé dans le projet d'arrêté préfectoral.

2.5 "Aucun calcul pour apprécier la dispersion des effluents des cheminées (certes conformes à la réglementation)."

Réponse de l'exploitant : " La réglementation ne s'applique pas aux installations (groupes électrogènes ou groupes de secours) destinées à secourir l'alimentation électrique des systèmes de sécurité ou à prendre le relais de l'alimentation principale du site en cas de défaillance accidentelle de celle-ci", ce qui est le cas ici.

Commentaire du STIIC : Le projet d'arrêté préfectoral réglementant les installations impose les valeurs limites d'émission à ne pas dépasser aux groupes électrogènes de secours et une auto surveillance.

2.6 "Pour le bruit non conforme à la réglementation quel que soit le point du site (dépassement atteignant parfois 50dBA), le dossier renvoie à une étude pour définir les protections à mettre en place. Quelles garanties de résultats?"

Réponse de l'exploitant : "Une fois le matériel choisi, une étude acoustique définitive sera réalisée pour vérifier que le niveau sonore réel correspond aux projections. Le dimensionnement des pièges acoustiques se fera en fonction des résultats."

Commentaire du STIIC : Ce point est réglementé dans le projet d'arrêté préfectoral.

2.7 "Pas d'étude sur la santé. Il n'y a que les caractéristiques des NOx, hydrocarbures, SO2, et CO."

Réponse de l'exploitant : "Les seuls impacts sur la santé de la nouvelle installation sont ceux liés aux rejets émis par les groupes électrogènes. Nous vous renvoyons à notre réponse au point 2.5."

2.8 "Pas de véritable résumé non technique."

Pas de réponse de l'exploitant.

Commentaire du STIIC : Précisons que la DAE a été jugée recevable.

• OBSERVATION N° 3

3.1 "L'étude ne permet pas d'avoir une idée exacte des rejets dans l'air et de leurs conséquences sur la santé (légionellose)."

Réponse du maître d'ouvrage : "Les seuls rejets dans l'air seront ceux liés aux groupes électrogènes. Nous renvoyons à ce sujet à notre réponse au point 2.5 du paragraphe précédent."

Commentaire du STIIC : Il y a également des rejets d'aérosols avec potentiellement des risques de légionellose. Les TAR existantes sont réglementées par l'arrêté ministériel du 13/12/2004. Pour les groupes électrogènes, le projet d'arrêté préfectoral réglementant les installations impose des valeurs limites d'émission à ne pas dépasser aux groupes électrogènes de secours.

3.2 "Ces quantités de fioul stockées sont trop importantes près d'une voie ferrée et de populations en habitat ancien."

Réponse du maître d'ouvrage : "Le stockage de fioul est conforme aux dispositions de la servitude T1 relative aux voies ferrées, en vigueur. En ce qui concerne la référence à la population, il est rappelé que le fioul sera du fioul domestique, stocké en sous-sol au milieu du site dans une enceinte coupe feu 3 heures."

• OBSERVATION N°4

"Sécurité non abordée ou si peu ! A t-il été prévu de poser des filtres à l'évacuation des gaz de combustion ?"

Réponse du maître d'ouvrage : "Les seuls impacts sur la santé de la nouvelle installation sont ceux liés aux rejets émis par les groupes électrogènes. La réglementation ne s'applique pas aux installations (groupes électrogènes ou groupes de secours) destinées à secourir l'alimentation électrique des systèmes de sécurité ou à prendre le relais de l'alimentation principale du site en cas de défaillance accidentelle de celle-ci, ce qui est le cas ici.

Commentaire du STIIC : Le projet d'arrêté préfectoral réglementant les installations impose les valeurs limites d'émission à ne pas dépasser aux groupes électrogènes de secours et une auto surveillance.

- Observation N°5

5.1 "Aucune disposition contre les seuils sonores dépassés."

Réponse du maître d'ouvrage : "Une fois le matériel choisi, une étude acoustique définitive sera réalisée pour vérifier que le niveau sonore réel correspond aux projections. Le dimensionnement des pièges acoustiques se fera en fonction des résultats."

5.2 "Aucune indication sur les volumes de déchets, des rejets d'eau dans le réseau d'assainissement, ni du type de déchets produit et quel traitement."

Réponse du maître d'ouvrage : "Pour les volumes de déchets, nous vous renvoyons à notre réponse au point 2.3. Pour les rejets d'eau, nous vous renvoyons à notre réponse au point 2.4."

5.3 "Très flou sur les rejets dans l'atmosphère et les éventuelles toxicités (environnement, santé, assainissement, ni du type de déchets produits et quel traitement."

Réponse du maître d'ouvrage : "Nous vous renvoyons à ce sujet aux points 2.3, 2.4, 2.5."

5.4 "Ne dit pas quel sera l'impact des groupes électrogènes, extracteurs etc.... qui seront installés ultérieurement. L'étude n'ayant pas encore été réalisée."

Réponse du maître d'ouvrage : "Nous vous renvoyons à ce sujet à nos réponses au point 2.1."

Commentaire du STIIC : Tous les points de rejets sont réglementés dans l'AP : VLE, hauteur de cheminée,

3.2 - les avis des services :

- LA DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES PAR COURRIER DU 10/04/2009.

Avis favorable, sous réserve que soit réalisée une étude acoustique après la mise en route des nouvelles installations afin de valider les mesures proposées pour réduire les nuisances sonores.

Commentaire du STIIC : L'exploitant a prévu cette étude et il est stipulé dans l'article 9.2.3 du projet d'arrêté préfectoral « Auto surveillance des niveaux sonores » : « Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dans un délai de trois mois à compter de la date de mise en service des installations puis tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifié dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander. »

- LA BRIGADE DES SAPEURS-POMPIERS DE PARIS PAR COURRIER DU 03/04/2009 :

Avis favorable, sous réserve que les installations répondent aux prescriptions réglementaires de prévention du risque d'incendie, notamment par la nature et la résistance au feu des matériaux, des accès et issues au site et installations, des moyens de secours suffisants présent sur le site et leur accessibilité.

Commentaire du STIIC : Ces points sont abordés dans le dossier transmis et transcrits dans les articles du projet d'arrêté préfectoral.

- LA DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES HAUTS-DE-SEINE PAR COURRIER DU 08/02/2009 :

Avis favorable, sous réserve lors de l'exécution et de la livraison de l'ouvrage du respect d'un ensemble de prescriptions portant notamment sur la ventilation des locaux, le stockage des matières inflammables, la conformité des installations électriques, la maintenance et l'entretien des installations, la prévention et la lutte contre l'incendie et la prévention des risques professionnels.

Commentaire du STIIC : Ces dispositions sont intégrées au projet de l'exploitant et imposées dans le projet d'arrêté préfectoral.

- LA DIRECTION REGIONALE ET INTERDEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET PAR COURRIER DU 02/02/2009 :

Avis favorable.

- LA DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES PAR COURRIER DU 06/02/2009 :

Avis favorable.

- LA DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT DES HAUTS-DE-SEINE PAR COURRIER DU 17/02/2009 :

Avis favorable.

- LA DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA SECURITE PUBLIQUE DES HAUTS-DE-SEINE PAR COURRIER DU 16/02/2009 :

Avis favorable.

3.3 - les avis des conseils municipaux :

- LE CONSEIL DE PARIS

Dans sa séance des 6 et 7 avril 2009 (courrier du 23/04/2009) il émet un avis favorable ; sous réserve de compléter l'étude d'impact par une étude d'impact épidémiologique de la globalité du site sur les riverains et populations sensibles à proximité et de préciser les teneurs des émissions gazeuses à l'état initial ainsi que l'impact des parkings sur la qualité de l'air. Il est demandé à l'exploitant de justifier de la régularisation des tours aérorefrigérantes existantes.

Commentaire du STIIC : Les TAR sont déjà réglementées et des prélèvements d'eau sont réalisés chaque mois dans le cadre de la prévention de la légionella.

- LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE CLICHY LA GARENNE dans sa séance du 24/03/2009 émet un avis favorable.
- LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE GENNEVILLIERS : Pas d'avis.
- LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE LEVALLOIS-PERRET : Pas d'avis.
- LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE COLOMBES émet un avis défavorable dans sa séance du 26/03/2009 en s'appuyant sur les remarques du pole technique de la municipalité, portant sur :

L'impact sur l'environnement de 2 des futurs groupes électrogènes

Réponse de l'exploitant : Les 2 futurs groupes électrogènes qui seront installés dans le bâtiment existant se placent dans la limite des puissances autorisées par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter de 2001.

le dimensionnement des cheminées, et les rejets de polluants

Réponse de l'exploitant : Toute la réglementation ne s'applique pas aux "installations (groupes électrogènes ou groupes de secours) destinées à secourir l'alimentation électrique des systèmes de sécurité ou à prendre le relais de l'alimentation principale du site en cas de défaillance accidentelle de celle-ci", ce qui est le cas ici.

Commentaire du STIIC : Le projet d'arrêté préfectoral réglementant les installations impose les valeurs limites d'émission à ne pas dépasser aux groupes électrogènes de secours et une auto surveillance.

la consommation d'eau et les volumes rejetés, ainsi que les eaux d'extinction d'incendie

Réponse de l'exploitant : La seule consommation sera celle liée aux sanitaires. Une rétention conforme des eaux d'extinction est prévue bien que la réglementation ne l'impose en raison du volume de fioul domestique stocké.

l'étude acoustique prévue après la mise en service des nouvelles installations

Réponse de l'exploitant : "Une fois le matériel choisi (groupes froid et groupes électrogènes), une étude acoustique définitive sera réalisée pour vérifier que les niveaux sonores réels correspondent aux projections. Le dimensionnement des pièges acoustiques se fera en fonction des résultats.

Commentaire du STIIC : "Précisons que ce point est réglementé dans le projet d'arrêté préfectoral.

les quantités de déchets produits sur le site et les conditions de stockage

Réponse de l'exploitant : La quantité de déchets produit sur le site sera marginale. A titre de comparaison les seuls déchets non ménagers du site actuel sont 103kg d'emballages vides (bidons) et 850kg de batteries contenant du plomb et traité par SITA. Les nouvelles installations ne généreront pas de déchets de ce type puisqu'il n'y a pas de batteries au plomb mais des accumulateurs cinétiques de type secs.

L'inexistence d'une étude sur la santé.

Réponse de l'exploitant : Sur les pièces manquantes ou insuffisantes, il est rappelé que le dossier de demande d'autorisation d'exploiter à été déclaré recevable par le STIIC avant la phase de mise en enquête publique.

- LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE BOIS COLOMBE dans sa séance du 24/03/2009 émet un avis favorable.
- LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE LA GARENNE COLOMBES dans sa séance du 31/03/2009 émet un avis favorable.
- LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE NEUILLY SUR SEINE dans sa séance du 19/03/2009 émet un avis favorable
- LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE SAINT-OUEN : Pas d'avis.
- LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE L'ILE SAINT DENIS : Pas d'avis

3.4 - avis du commissaire enquêteur :

Le commissaire enquêteur émet un **avis favorable** à la demande d'autorisation d'exploiter présentée par la Société Global Switch sur le territoire de la commune de Clichy la Garenne, telle que décrit dans le dossier présenté au public durant la durée de l'enquête.

4- ANALYSE ET PROPOSITION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Compte tenu des avis exprimés et notamment de l'avis favorable sans réserve ni recommandations particulières du commissaire-enquêteur, du déroulement de l'enquête publique, du contenu du dossier d'autorisation et sous réserve des dispositions prévues dans le projet qui reprend la réglementation de l'ensemble des activités du site qui annulera et remplacera l'AP de 2001, un avis favorable peut être donné à cette demande d'autorisation.

Remarque :

Le projet d'AP a été transmis par mail le 29/07/2009 au bureau d'études, afin de recueillir ses éventuelles observations.

La réponse reçue le 31/07/2009 portait sur des précisions à propos des installations et notamment :

- L'analyse du projet laissait supposer qu'il y avait deux parking prévus. L'exploitant a précisé qu'il n'y en aurait qu'un mais qu'il serait en partie aérien et en partie souterrain.
- Que les toitures seront des dalles en béton, donc coupe-feu et incombustibles.

5- CONCLUSIONS - PROPOSITIONS

Après instruction du dossier, enquête publique et consultations des communes et des services administratifs, nous émettons un avis favorable à l'octroi de l'autorisation sollicitée et proposons de soumettre au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) le projet d'arrêté joint au présent rapport, autorisant la société GLOBAL SWITCH à exploiter, sur le territoire de la commune de Clichy la Garenne, les installations décrites ci-dessus.

L'inspecteur des installations
classées

signé

Remis-le 13/08/09

signé le 13/08/09

Remis le 13/08/09

Le chef de département chargé
des Hauts-de-Seine

signé

Liste des articles

TITRE 1 - PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES.....	2
CHAPITRE 1.1 BENEFICIAIRE ET PORTEE DE L'AUTORISATION.....	2
CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS	3
CHAPITRE 1.3 CONFORMITE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION.....	5
CHAPITRE 1.4 DUREE DE L'AUTORISATION	5
CHAPITRE 1.5 PERIMETRE D'ELOIGNEMENT	5
CHAPITRE 1.6 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITE	6
CHAPITRE 1.7 DELAIS ET VOIES DE RECOURS	6
CHAPITRE 1.8 ARRETES, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLICABLES	7
CHAPITRE 1.9 RESPECT DES AUTRES LEGISLATIONS ET REGLEMENTATIONS	8
TITRE 2 – GESTION DE L'ETABLISSEMENT.....	9
CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS	9
CHAPITRE 2.2 RESERVES DE PRODUITS OU MATIERES CONSOMMABLES	9
CHAPITRE 2.3 INTEGRATION DANS LE PAYSAGE	9
CHAPITRE 2.4 DANGER OU NUISANCES NON PREVENUS	10
CHAPITRE 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS	10
CHAPITRE 2.6 CONTROLES ET ANALYSES.....	10
CHAPITRE 2.7 RECAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION	10
CHAPITRE 2.8 RECAPITULATIF DES DOCUMENTS A TRANSMETTRE A L'INSPECTION	10
TITRE 3 - PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE	12
CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS	12
CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET.....	13
TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES.....	15
CHAPITRE 4.1 PRELEVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU	15
CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES	15
CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'EPURATION ET LEURS CARACTERISTIQUES DE REJET AU MILIEU	16
TITRE 5 - DECHETS.....	20
CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION	20
TITRE 6 - PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS..	22
CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GENERALES.....	22
CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES	22
CHAPITRE 6.3 VIBRATIONS.....	23
TITRE 7 - PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES.....	24
CHAPITRE 7.1 PRINCIPES DIRECTEURS	24
CHAPITRE 7.2 CARACTERISATION DES RISQUES	24
CHAPITRE 7.3 INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS	24
CHAPITRE 7.4 GESTION DES OPERATIONS PORTANT SUR DES SUBSTANCES POUVANT PRESENTER DES DANGERS	26
CHAPITRE 7.5 PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES	27
CHAPITRE 7.6 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS.....	29
TITRE 8 - CONDITIONS PARTICULIERES APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ETABLISSEMENT	32
CHAPITRE 8.1 PREVENTION DE LA LEGIONNELLOSE (R2921)	32
CHAPITRE 8.2 GROUPES ELECTROGENES (R2910) ET STOCKAGE DU FIOUL (R1432).....	36
CHAPITRE 8.3 INSTALLATION DE REFRIGERATION (R2920).....	39
TITRE 9 - SURVEILLANCE DES EMISSIONS ET DE LEURS EFFETS.....	41
CHAPITRE 9.1 PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE.....	41
CHAPITRE 9.2 MODALITES D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE.....	41
CHAPITRE 9.3 SUIVI, INTERPRETATION ET DIFFUSION DES RESULTATS / ACTIONS CORRECTIVES.....	42

TITRE 1 - PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES

CHAPITRE 1.1 BENEFICIAIRE ET PORTEE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société GLOBAL-SWITCH est autorisée à exploiter, sur le territoire de la commune de CLICHY LA GARENNE 92582 au 7/9, rue Petit, les installations détaillées dans les articles suivants.

ARTICLE 1.1.2. MODIFICATIONS ET COMPLEMENTS APPORTES AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTERIEURS

Cet arrêté préfectoral est pris dans le cadre de l'extension des locaux de GLOBAL-SWITCH, avec mise en exploitation de groupes froids, de groupes électrogènes et de cuves de stockage de fioul domestique complémentaires.

ARTICLE 1.1.3. INSTALLATIONS NON-VISEES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES A DECLARATION

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNEES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSEES

Rubrique	Alinéa	AS, A, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
2910	A.1	A	<p>Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 167C et 322 B4.</p> <p>La puissance thermique maximale est définie comme la quantité maximale de combustible, exprimée en PCI, susceptible d'être consommée par seconde.</p> <p>A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique [...], si la puissance thermique maximale de l'installation est :</p> <p>1. supérieure ou égale à 20 MW</p>	<p align="center">Groupes électrogènes</p> <p>Bâtiment existant : <u>Au R-1 du bâtiment existant :</u> 4 groupes électrogènes de 4000 KVA dont 1 en secours => puissance thermique totale de 31.56 MWth => puissance thermique totale en fonctionnement simultané de 23.67 MWth</p> <p>2 nouveaux groupes électrogènes de 3000 KVA => puissance thermique totale de 12.78 MWth => puissance thermique totale en fonctionnement simultané de 12.78 MWth</p> <p>Ces groupes électrogènes sont refroidis par 6 condenseurs d'air</p> <p>Total pour le bâtiment existant : P. th max = 31.56 + 12.78 = 44.34 MWth</p> <p>Nouveau bâtiment : <u>Local technique au niveau 4 du nouveau bâtiment :</u> 9 groupes électrogènes de 2500 KVA dont 1 en secours => puissance thermique totale de 50.14 MWth => puissance thermique totale en fonctionnement simultané de 44.57 MWth</p> <p>Ces groupes électrogènes sont refroidis par 9 condenseurs d'air</p> <p><u>Local technique au Nord du nouveau bâtiment :</u> 5 groupes électrogènes de 2800 KVA dont 1 en secours => puissance thermique totale de 32.72 MWth => puissance thermique totale en fonctionnement simultané de 26.20 MWth Refroidissement à air</p> <p>Total pour le nouveau bâtiment : P. th max = 50.14 + 32.72 = 82.86 MWth</p> <p>Site : P. th max totale du site = 127.2 MWth P. th max totale en fonctionnement simultané du site = 107.22 MWth</p>	P. Therm. maxi	20	MW _{th}	127.2	MW _{th}
2920	2.a	A	<p>Réfrigération ou compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 105 Pa,</p> <p>2. dans tous les autres cas :</p> <p>a) supérieure à 500 kW</p>	<p align="center">Groupes froids</p> <p>Bâtiment existant : <u>Pour le confort :</u> 1 groupe froid d'une puissance électrique absorbée unitaire de 160 kW Fluide : R134a – charge du groupe = 98 kg localisation : local technique au 2ème sous-sol du bâtiment administratif</p> <p><u>Pour le processus :</u> 300 nouvelles armoires de climatisation d'une puissance électrique absorbée unitaire de 16 kW (300 x 16 = 4800 kW). Fluide : R407c – charge par groupe = 10 kg</p>	P. électr. Abs.	500	kW _{elec}	11490	kW _{elec}

Rubrique	Alinéa	AS, A, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
				<p>localisation : les armoires sont implantées dans les salles informatiques du bâtiment existant. Ces groupes sont localisés du R-2 à R+3 du bâtiment existant</p> <p><u>Total pour le bâtiment existant :</u> P. élect. Abs. = 160 + 4800 = 4960 kW</p> <p>Nouveau bâtiment : <u>Pour le processus :</u> 9 groupes froids d'une puissance électrique absorbée unitaire de 530 kW (= 9 x 530 = 4770 kW) Fluide : R134a – charge par groupe = 820 kg localisation : local technique au niveau 4 du nouveau bâtiment</p> <p>4 groupes froids d'une puissance électrique absorbée unitaire de 440 kW (= 4 x 440 = 1760 kW) Fluide : R134a – charge par groupe = 680 kg localisation : local technique au Nord du nouveau bâtiment</p> <p><u>Total pour le nouveau bâtiment :</u> P. élect. Abs. = 4770 + 1760 = 6530 kW</p> <p>Site : P. élect. Abs. du site = 11,490 MW</p>					
1432	2.b	DC	<p>2. stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 : b) représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m3 mais inférieure ou égale à 100 m3</p>	<p>Dépôt de Fioul domestique (FOD)</p> <p>Bâtiment existant : 7 cuves FOD aériennes simple enveloppe localisation : 2^{ème} sous-sol du bâtiment administratif C. Eq. = $(6 \times 30 + 20) / 5 = 200 / 5 = 40 \text{ m}^3$</p> <p>3 nouvelles cuves FOD aériennes simple enveloppe localisation : 2^{ème} sous-sol du bâtiment existant C. Eq. = $(3 \times 40) / 5 = 120 / 5 = 24 \text{ m}^3$</p> <p><u>Total pour le bâtiment existant :</u> C. Eq. = 64 m^3</p> <p>Site : C. Eq. = 64 m^3</p>	Capac. Equival. totale	10	m ³	Volume réel 320 m ³ capacité équivalente 64 m ³	m ³
2921	2	D ant.	<p>Refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air (installations de)</p> <p>2. Lorsque l'installation est du type « circuit primaire fermé »</p>	<p>Tours aéroréfrigérantes existantes et non modifiées</p> <p>Bâtiment existant : <u>Pour le processus :</u> 7 TAR sur un circuit primaire fermé de puissance thermique évacuée unitaire de 3,26 MWth Fonctionnement continu, 24h/24 et 365/365</p> <p><u>Pour le confort :</u> 1 TAR sur un autre circuit primaire fermé de puissance thermique évacuée unitaire de 540 kWth Fonctionnement continu, 24h/24 et 365/365</p> <p><u>Total pour le bâtiment existant :</u> P. totale = $7 \times 3,26 + 1 \times 0,54 = 23,36 \text{ MWth}$</p> <p>Site : P. totale = $7 \times 3,26 + 1 \times 0,54 = 23,36 \text{ MWth}$</p>	Type de circuit	Circuit primaire fermé	-	Circuit primaire fermé	-

ARTICLE 1.2.2. SITUATION DE L'ETABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur la parcelle SECTION 0 n°65 de la commune de CLICHY LA GARENNE.

ARTICLE 1.2.3. DESCRIPTION DES INSTALLATIONS AUTORISEES

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

- Le bâtiment A (existant) est réservé à l'hébergement de salles informatiques.
 - La centrale de production de froid comprend 7 tours aéroréfrigérantes sur un circuit primaire.
 - Les groupes électrogènes assurent une alimentation continue d'électricité lors d'une coupure du fournisseur supérieure à 3 secondes.
 - Le stockage de fioul domestique se fait dans 7cuves aériennes situées au sous-sol.

- Au sud du bâtiment A, les locaux administratifs sont refroidis par une centrale comprenant 1 TAR sur un circuit primaire fermé.

- L'extension, d'une surface brut de 10 000m², est également réservée à l'hébergement de salles informatiques. Construite sur une parcelle d'une superficie de 2359m², elle comprend 6 étages : 3 étages au-dessus du sous-sol, le rez de chaussée et deux étages en sous-sol.
 - La centrale de production et de distribution du froid est située sur la terrasse du nouveau bâtiment et dans un local technique dédié au nord de ce nouveau bâtiment.
 - Les groupes électrogènes sont situés dans local sur la terrasse du nouveau bâtiment et dans local technique dédié au nord de ce nouveau bâtiment (voisin du local groupe froid).
 - Le stockage de fioul domestique se fait dans 3 cuves aériennes de 40m³ chacune situées au 2^{ème} sous-sol du nouveau bâtiment.

CHAPITRE 1.3 CONFORMITE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans la demande d'autorisation d'exploiter complétée du 27/11/2008 déposée par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les autres réglementations en vigueur.

CHAPITRE 1.4 DUREE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.4.1. DUREE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation cesse de produire effet si les installations n'ont pas été mises en service dans un délai de trois ans ou n'ont pas été exploitées durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

Le cas échéant, la durée de validité de l'autorisation peut être prolongée à concurrence du délai d'exécution des prescriptions archéologiques édictées par le préfet de région en application du décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive.

CHAPITRE 1.5 PERIMETRE D'ELOIGNEMENT

ARTICLE 1.5.1. IMPLANTATION ET ISOLEMENT DU SITE

L'exploitation des installations est compatible avec les autres activités et occupations du sol environnantes.

CHAPITRE 1.6 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITE

ARTICLE 1.6.1. PORTER A CONNAISSANCE

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 1.6.2. MISE A JOUR DES ETUDES D'IMPACT ET DE DANGERS

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R 512-33 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

ARTICLE 1.6.3. EQUIPEMENTS ABANDONNES

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

ARTICLE 1.6.4. TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou déclaration.

ARTICLE 1.6.5. CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Dans le cas où l'établissement changerait d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

ARTICLE 1.6.6. CESSATION D'ACTIVITE

Sans préjudice des mesures de l'article R 512-74 du code de l'environnement pour l'application des articles R 512-75 à R 512-79, l'usage à prendre en compte est le suivant : vocation tertiaire.

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- L'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- Des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon le(s) usage(s) prévu(s) au premier alinéa du présent article.

CHAPITRE 1.7 DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative:

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

CHAPITRE 1.8 ARRETES, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLICABLES

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

Dates	Textes
22/12/2008	Arrêté du 22/12/08 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1432 (Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables).
15/01/08	Arrêté du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées
29/09/05	Arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation
07/05/07	Arrêté relatif au contrôle d'étanchéité des éléments assurant le confinement des fluides frigorigènes utilisés dans les équipements frigorifiques et climatiques
29/07/05	Arrêté du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux
07/07/05	Arrêté du 7 juillet 2005 fixant le contenu des registres mentionnés à l'article 2 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets et concernant les déchets dangereux et les déchets autres que dangereux ou radioactifs
30/05/05	Décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets
13/12/04	Arrêté du 13/12/04 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2921 installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air
02/02/98	Arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
23/01/97	Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
10/07/90	Arrêté du 10 juillet 1990 modifié relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines
31/03/80	Arrêté du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion

CHAPITRE 1.9 RESPECT DES AUTRES LEGISLATIONS ET REGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

Nota : cet arrêté remplace et annule celui du 14 mars 2001.

TITRE 2 – GESTION DE L'ETABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 2.1.1. OBJECTIFS GENERAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- Limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- La gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- Prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

ARTICLE 2.1.2. CONSIGNES D'EXPLOITATION

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Ces consignes prévoient notamment les modes opératoires, la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement et les instructions de maintenance et de nettoyage.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

Tous les équipements techniques sont surveillés en permanence, à partir d'un poste de surveillance, par des dispositifs automatiques avec affichage, enregistrement et alerte en cas de dépassements des limites admissibles ou survenue d'un sinistre caractérisé.

CHAPITRE 2.2 RESERVES DE PRODUITS OU MATIERES CONSOMMABLES

ARTICLE 2.2.1. RESERVES DE PRODUITS

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisées de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

CHAPITRE 2.3 INTEGRATION DANS LE PAYSAGE

ARTICLE 2.3.1. PROPETE

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes.

ARTICLE 2.3.2. ESTHETIQUE

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture,...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).

CHAPITRE 2.4 DANGER OU NUISANCES NON PREVENUS

Tout danger ou nuisance non susceptibles d'être prévenus par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

CHAPITRE 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS

ARTICLE 2.5.1. DECLARATION ET RAPPORT

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.6 CONTROLES ET ANALYSES

Indépendamment des contrôles prévus par le présent arrêté, l'inspection des installations classées peut demander à tout moment à ce que soient effectués, par un laboratoire agréé choisi avec son accord, des prélèvements et analyses des légionnelles, eaux résiduaires, des effluents gazeux et poussières et des déchets de l'établissement, ainsi qu'au contrôle de la situation acoustique ou des mesures de vibrations par un organisme qualifié.

Les résultats des mesures seront tenus à dispositions de l'inspection des installations classées.

Les frais qui en résultent seront à la charge de l'exploitant.

CHAPITRE 2.7 RECAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- les dossiers de demande d'autorisation initiaux,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

Tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

CHAPITRE 2.8 RECAPITULATIF DES DOCUMENTS A TRANSMETTRE A L'INSPECTION

L'exploitant doit transmettre à l'inspection les documents suivants :

Articles	Contrôles à effectuer et à transmettre	Périodicité du contrôle
Article 6.2.3	Niveaux sonores : étude à réaliser conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 23/01/1997 Les résultats de mesures sont à transmettre au préfet dans le mois qui suit leur réception.	L'exploitant fait réaliser dans un délai de 3 mois après la mise en service des nouvelles installations du nouveau bâtiment, à ses frais, une mesure des niveaux d'émissions sonores de l'ensemble des installations du site par un organisme qualifié.
Articles 9.2.6 – 9.3.5		Puis tous les 3 ans.
Articles 9.2.2 - 9.3.4	Effluents liquides rejetés : Les résultats de mesures sont à transmettre au préfet dans le mois qui suit leur réception.	Mesure des concentrations des différents polluants visés au chapitre 4.3 doit être réalisée au moins tous les 3 ans.
Articles 9.2.5 – 9.3.6	Rejets atmosphériques : Les résultats de mesures sont à transmettre au préfet dans le mois qui suit leur réception.	Mesure des concentrations des différents polluants visés à l'article 3.2.3 doit être réalisée au moins tous les 2 ans.
CHAPITRE 8.1 Articles 9.2.4 – 9.3.7	Bilan périodique de suivi de la concentration en légionelles	Annuel. Le bilan de l'année N-1 à transmettre au plus tard le 30 avril de l'année N.

TITRE 3 - PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 3.1.1. DISPOSITIONS GENERALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

ARTICLE 3.1.2. POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devraient être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

ARTICLE 3.1.3. ODEURS

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

ARTICLE 3.1.4. VOIES DE CIRCULATION

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions, telles que le lavage des roues des véhicules, doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces, où cela est possible, sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET

ARTICLE 3.2.1. DISPOSITIONS GENERALES

Les points de rejet dans le milieu naturel sont interdits. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1 sont respectées.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

ARTICLE 3.2.2. CONDITIONS GENERALES DE REJET

Article 3.2.2.1. Généralités

Les débouchés à l'air libre des cheminées d'évacuation des gaz de combustion devront dépasser de 3 mètres la hauteur des bâtiments situés dans un rayon de 15 mètres autour de l'installation, sans toutefois être inférieures à 10 mètres.

Dans la mesure où des modifications sont effectuées dans l'environnement du site (par exemple, construction de nouveau bâtiment dans un rayon de 15 mètres), les conduits devront être modifiés afin de respecter cette prescription. L'exploitant en informe le Préfet conformément à l'article R512-33 du Code de l'Environnement.

La vitesse d'éjection des gaz de combustion en marche continue maximale doit être au moins égale à 25 m/s.

Les moteurs des groupes électrogènes sont équipés de dispositif permettant de limiter le panache noir au démarrage.

Article 3.2.2.2. Zone de protection spéciale

Les installations devront satisfaire à l'arrêté interpréfectoral n°2007-1590 du 24 septembre 2007 relatif à la mise en œuvre du Plan de Protection de l'Atmosphère et à la réduction des polluants atmosphériques en Ile de France ou aux textes qui s'y substitueront.

Article 3.2.2.3. Conditions de mesures

L'exploitant fait effectuer au moins tous les **deux ans**, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement, une mesure du débit rejeté et des teneurs en oxygène, poussières, oxydes de soufre, monoxyde de carbone, composés organiques volatils (hors méthane) et oxydes d'azote dans les gaz rejetés à l'atmosphère selon les méthodes normalisées en vigueur. A défaut de méthode spécifique normalisée et lorsque les composés sont sous forme particulaire ou vésiculaire, les conditions d'échantillonnage isocinétique décrites par la norme NFX 44-052 doivent être respectées.

Le premier contrôle de l'ensemble des installations du site est effectué **six mois au plus tard après la mise en service des nouvelles installations du nouveau bâtiment.**

La mesure des émissions des polluants est faite selon les dispositions des normes en vigueur et notamment celles citées dans l'arrêté du 4 septembre 2000 portant agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère ou de tout texte ultérieur ayant le même objet.

Les mesures sont effectuées sur une durée minimale d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation. Pour les turbines et moteurs, les mesures sont effectuées en régime stabilisé à pleine charge.

La mesure de la teneur en oxygène des gaz de combustion est réalisée autant que possible au même endroit que la mesure de la teneur en polluants. A défaut, l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour éviter l'arrivée d'air parasite entre le point où est réalisée la mesure de l'oxygène et celui où est réalisé celle des polluants.

Les résultats seront portés sur un registre qui sera conservé par l'exploitant pendant une durée de 10 ans.

ARTICLE 3.2.3. VALEURS LIMITES DES CONCENTRATIONS DE POLLUANTS REJETES

Généralités :

- I. Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure, rapportés à des conditions normalisées de température (273,15 °K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).
- II. Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm³) sur gaz sec rapportées à une teneur en oxygène dans les effluents de 5 % en volume dans le cas des combustibles liquides.

Gaz à effet de serre :

L'exploitant limite, autant que faire se peut, ses rejets de gaz à effet de serre. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées des éléments sur l'optimisation de l'efficacité énergétique (rendements, rejets spécifiques de CO₂).

Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques :

Les rejets atmosphériques des groupes électrogènes doivent respecter les valeurs suivantes :

Paramètres	Concentrations instantanées en mg/Nm ³ FIOUL DOMESTIQUE
Concentration en O ₂	5%
NO _x (équivalent NO ₂)	2000 mg/Nm ³ si durée de fonctionnement inférieure à 500 h/an
SO ₂	160 mg/Nm ³
Poussières	50 mg/Nm ³
CO	650 mg/Nm ³
COV à l'exclusion du méthane (exprimé en équivalent CH ₄)	150 mg/Nm ³

Cette valeur limite d'émission ne s'appliquent pas aux régimes transitoires de démarrage et d'arrêt des équipements. Toutefois, ces régimes transitoires sont aussi limités dans le temps que possible.

TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 4.1 PRELEVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

ARTICLE 4.1.1. PROTECTION DES RESEAUX D'EAU POTABLE ET DES MILIEUX DE PRELEVEMENT

Article 4.1.1.1. Réseau d'alimentation en eau potable

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

Les installations de prélèvement sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur.

CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

ARTICLE 4.2.1. DISPOSITIONS GENERALES

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'article 4.3.5 non conforme à leurs dispositions est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Les points de rejet doivent être en nombre aussi réduit que possible.

ARTICLE 4.2.2. PLAN DES RESEAUX

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

ARTICLE 4.2.3. ENTRETIEN ET SURVEILLANCE

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

ARTICLE 4.2.4. PROTECTION DES RESEAUX INTERNES A L'ETABLISSEMENT

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

Article 4.2.4.1. Protection contre des risques spécifiques

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

Par les réseaux d'assainissement de l'établissement ne transite aucun effluent issu d'un réseau collectif externe ou d'un autre site industriel.

Article 4.2.4.2. Isolement avec les milieux

Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'EPURATION ET LEURS CARACTERISTIQUES DE REJET AU MILIEU

ARTICLE 4.3.1. IDENTIFICATION DES EFFLUENTS

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants : eaux usées (y compris eaux vannes, eaux de purge des circuits de refroidissement et vapeur condensée sur les échangeurs des boucles frigorifiques) et eaux pluviales (issues des surfaces imperméabilisées).

Il n'y a pas de rejets d'effluents liquides en provenance des installations de réfrigération ou des groupes électrogènes, sauf lors des éventuelles vidanges des réseaux d'eau glacée (opération de maintenance).

ARTICLE 4.3.2. COLLECTE DES EFFLUENTS

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents en nappe d'eau souterraine ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Les réseaux de collecte des eaux usées et des eaux pluviales sont séparatifs sur le site.

ARTICLE 4.3.3. GESTION DES OUVRAGES : CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

ARTICLE 4.3.4. ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

En particulier, sera réalisée en tant que de besoin et au moins une fois par an, une vidange des séparateurs d'hydrocarbures. Les documents justificatifs d'élimination des produits de curage dans des installations autorisées à cet effet seront tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

ARTICLE 4.3.5. LOCALISATION DES POINTS DE REJET

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet identifiés sur le plan des réseaux. Il existe :

- 1 point de rejets des eaux pluviales,
- 1 point de rejets eaux usées / eaux vannes,

Les eaux sont traitées par la station d'épuration d'Achères.

ARTICLE 4.3.6. CONCEPTION, AMENAGEMENT ET EQUIPEMENT DES OUVRAGES DE REJET

Article 4.3.6.1. Conception

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L.1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet dans les 6 mois suivants la notification de cet arrêté préfectoral.

Article 4.3.6.2. Aménagement

4.3.6.2.1 Aménagement des points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

4.3.6.2.2 Section de mesure

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

ARTICLE 4.3.7. CARACTERISTIQUES GENERALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température au rejet : < 30°C,
- Quantité d'eau rejetée mesurée ou estimée à partir des relevés des quantités d'eau prélevées dans le réseau de distribution publique,
- pH au rejet (NFT 90-008) : compris entre 5,5 et 8,5,
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l.
- MES (matières en suspension) inférieure à 600 mg/l (norme NFT 90-105),
- DCO (demande chimique en oxygène) < 2000 mg/l (norme NFT 90-101),
- DB05 (demande biologique en oxygène 5 jours) < 800 mg/l- (norme NFT 90-103),
- Indice phénol < 0,3 mg/l,
- plomb < 0.5 mg/l,
- Hydrocarbures totaux < 10 mg/l (norme NFT 90-114),
- Métaux totaux < 15 mg/l (norme NFT 90-112),
- Azote global (exprimé en N) < 150 mg/l,
- Phosphore total (exprimé en P) < 50 mg/l.

Ces valeurs limites doivent être respectées en moyenne quotidienne.

Aucune valeur instantanée ne devra dépasser le double des valeurs limites définies ci-dessus.

En aucun cas, des eaux chargées de solvants halogénés ne pourront être évacuées à l'égout.

Les détergents utilisés seront conformes aux dispositions au règlement européen du 31 mars 2004 et biodégradables à au moins 90%.

Les autres polluants pouvant être rejetés, même accidentellement, devront respecter les valeurs limites de rejet fixées par l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux rejets de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

ARTICLE 4.3.8. GESTION DES EAUX POLLUEES ET DES EAUX RESIDUAIRES INTERNES A L'ETABLISSEMENT

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

Dans le cas particulier des eaux de lavage des sols et les divers écoulements provenant des groupes électrogènes ou leur alimentation en combustible, celles-ci ne peuvent être évacuées qu'après avoir traversé au préalable en dispositif séparateur d'hydrocarbures à moins qu'elle soient éliminés conformément au titre 5 « déchets ». Ce matériel maintenu en bon état de fonctionnement et périodiquement entretenu est muni d'un obturateur automatique commandant une alarme dans le cas où l'appareil atteindrait sa capacité maximale de rétention des hydrocarbures.

ARTICLE 4.3.9. VALEURS LIMITES D'EMISSION DES EAUX RESIDUAIRES AVANT REJET DANS LE MILIEU NATUREL OU DANS UNE STATION D'EPURATION COLLECTIVE

Article 4.3.9.1. Rejets dans une station d'épuration collective

Les eaux résiduaires sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur et respectent, avant rejet dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies à l'article 4.3.7. Ces valeurs s'appliquent sans préjudice de l'autorisation de raccordement au réseau public, délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau.

ARTICLE 4.3.10. VALEURS LIMITES D'EMISSION DES EAUX DOMESTIQUES

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

ARTICLE 4.3.11. EAUX PLUVIALES SUSCEPTIBLES D'ETRE POLLUEES

Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

ARTICLE 4.3.12. VALEURS LIMITES D'EMISSION DES EAUX EXCLUSIVEMENT PLUVIALES

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies à l'article 4.3.7.

ARTICLE 4.3.13. VALEURS LIMITES D'EMISSION DES EAUX DE REFROIDISSEMENT

La qualité des eaux de purge des circuits de refroidissement est tenue de respecter, avant rejet dans le milieu récepteur considéré les valeurs limites en concentration définies à l'article 4.3.7.

TITRE 5 - DECHETS

CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION

ARTICLE 5.1.1. LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DECHETS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production.

ARTICLE 5.1.2. SEPARATION DES DECHETS

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

Les déchets dangereux sont définis par l'article R 541-8 du code de l'environnement

Les déchets d'emballage visés par les articles R 543-66 à R 543-72 du code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les huiles usagées doivent être éliminées conformément aux articles R 543-3 à R 543-15 et R 543-40 du code de l'environnement portant réglementation de la récupération des huiles usagées. Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux. Elles doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination).

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions de l'article R543-131 du code de l'environnement relatif à la mise sur le marché des piles et accumulateurs et à leur élimination.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R 543-196 à R 543-201 du code de l'environnement.

ARTICLE 5.1.3. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS D'ENTREPOSAGE INTERNES DES DECHETS

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

Le délai de stockage de déchets sur le site ne doit pas dépasser 3 mois.

ARTICLE 5.1.4. DECHETS TRAITES OU ELIMINES A L'EXTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

ARTICLE 5.1.5. DECHETS TRAITES OU ELIMINES A L'INTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT

A l'exception des installations spécifiquement autorisées, toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement (incinération à l'air libre, mise en dépôt à titre définitif) est interdite.

ARTICLE 5.1.6. TRANSPORT

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 relatif au bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 541-45 du code de l'environnement.

Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions des articles R 541-50 à R 541-64 et R 541-79 du code de l'environnement relatif au transport par route au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

ARTICLE 5.1.7. DECHETS PRODUITS PAR L'ETABLISSEMENT

L'exploitant tiendra à jour un registre de production ou d'expédition de déchets dangereux en application de l'arrêté ministériel du 07 juillet 2005.

ARTICLE 5.1.8. EMBALLAGES INDUSTRIELS

Les déchets d'emballages industriels doivent être éliminés dans les conditions des articles R 543-66 à R 543-72 et R 543-74 du code de l'environnement portant application des articles L 541-1 et suivants du code de l'environnement relatifs à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux et relatif, notamment, aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas des ménages (J.O. du 21 juillet 1994).

ARTICLE 5.1.9. BRULAGE

Le brûlage de déchets à l'air libre est interdit.

TITRE 6 - PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 6.1.1. AMENAGEMENTS

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

ARTICLE 6.1.2. VEHICULES ET ENGINES

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R 571-1 à R 571-24 du code de l'environnement.

ARTICLE 6.1.3. APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

ARTICLE 6.2.1. VALEURS LIMITES D'EMERGENCE

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	4dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

ARTICLE 6.2.2. NIVEAUX LIMITES DE BRUIT

PERIODES	PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, ainsi que dimanches et jours fériés
Niveau sonore limite admissible <i>(valeurs issues de l'arrêté préfectoral du 14/03/2001)</i>	65dBA	55dBA

ARTICLE 6.2.3. CONTROLE INITIAL

L'exploitant fait réaliser dans un délai de **3 mois après la mis en service des nouvelles installations du nouveau bâtiment**, à ses frais, une mesure des niveaux d'émissions sonores de l'ensemble des installations du site par un organisme qualifié. Les mesures sont réalisées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997.

Le rapport établi à cette occasion est transmis au Préfet accompagné des commentaires éventuels sur les dépassements constatés et les mesures prises ou envisagées pour y remédier, au plus tard dans un délai d'un mois suivant sa réception par l'exploitant. La mise en conformité sera réalisée dans un délai de trois mois par rapport au contrôle initial. De nouvelles mesures seront réalisées et le rapport établi à cette occasion transmis au Préfet au plus tard dans le délai d'un mois suivant sa réception par l'exploitant.

Les rapports sont tenus en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 6.3 VIBRATIONS

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

TITRE 7 - PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 7.1 PRINCIPES DIRECTEURS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après exploitation.

Il met en place un dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

CHAPITRE 7.2 CARACTERISATION DES RISQUES

ARTICLE 7.2.1. INVENTAIRE DES SUBSTANCES OU PREPARATIONS DANGEREUSES PRESENTES DANS L'ETABLISSEMENT

L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour
Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours.

ARTICLE 7.2.2. ZONAGE INTERNES A L'ETABLISSEMENT

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci.

CHAPITRE 7.3 INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS

ARTICLE 7.3.1. ACCES ET CIRCULATION DANS L'ETABLISSEMENT

L'exploitant fixe les règles de circulation et de stationnement, applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie et de secours puissent évoluer sans difficulté.

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.

Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, et, le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux effets d'un phénomène dangereux, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site pour les moyens d'intervention.

Article 7.3.1.1. Gardiennage et contrôle des accès

Le personnel de sécurité est présent sur le site 24h/24.

Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.

Le responsable de l'établissement prend toutes les dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin y compris durant les périodes de congés.

Article 7.3.1.2. Caractéristiques minimales des voies

Les voies auront les caractéristiques minimales suivantes :

- Largeur de la bande de roulement : 3,50 m,
- rayon intérieur de giration : 11 m,
- hauteur libre : 3,50 m,
- résistance à la charge : 13 tonnes par essieu.

ARTICLE 7.3.2. BATIMENTS ET LOCAUX

La salle de contrôle et les locaux dans lesquels sont présents des personnels devant jouer un rôle dans la prévention des accidents en cas de dysfonctionnement de l'installation, sont implantés et protégés vis à vis des risques toxiques, d'incendie et d'explosion.

A l'intérieur des locaux hébergeant les serveurs informatiques, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

Les percements ou ouvertures effectués dans les murs ou parois séparatifs, par exemple pour le passage de gaines ou de galeries techniques sont rebouchés afin d'assurer un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces murs ou parois séparatifs. Les conduits de ventilation sont munis de clapets coupe-feu à la paroi de séparation, restituant le degré coupe-feu de la paroi traversée.

Les portes communicantes entre les murs coupe-feu sont de qualité EI 60 et munies d'un dispositif de fermeture automatique qui peut être commandé de part et d'autre du mur de séparation des cellules. La fermeture automatique des portes coupe-feu n'est pas gênée par des obstacles.

Les toitures sont des dalles de béton, donc coupe-feu et incombustibles.

Article 7.3.2.1 l'entreposage

Dans les bâtiments de stockage ou d'utilisation de produits susceptibles en cas d'accident de générer des dangers pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, toutes les parois sont de qualité REI 120, notamment pour le stockage de fioul.

Article 7.3.2.2 Les locaux des groupes électrogènes et des groupes froids

Les groupes électrogènes doivent être implantés dans des locaux (appelés cellules) uniquement réservés à cet usage. Il en est de même pour les locaux abritant les appareils de réfrigération.

Les parois de ces locaux sont de qualité REI 120.

Les portes sont à minima de qualité EI 60 ou constituées d'un sas fermé de deux portes pare-flamme de qualité EI 30. Elles sont munies d'un dispositif de fermetures automatique qui peut-être commandé de part et d'autre du mur de séparation des cellules et ouvrant dans le sens de l'évacuation.

ARTICLE 7.3.3. INSTALLATIONS ELECTRIQUES – MISE A LA TERRE

Les installations électriques et les mises à la terre sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

A proximité d'au moins la moitié des issues est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique pour chaque cellule. Les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur du dépôt, sont situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés du dépôt par un mur et des portes coupe-feu, munies d'un ferme-porte. Ce mur et ces portes sont respectivement de qualité REI 120 et EI 60.

Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.

Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule, tous les éléments soient confinés dans l'appareil.

Les appareils d'éclairage électrique ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs.

Ils sont en toute circonstance éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.

Article 7.3.3.1. Zones susceptibles d'être à l'origine d'une explosion

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosive de l'établissement. Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.

Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.

ARTICLE 7.3.4. PROTECTION CONTRE LA Foudre

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'évènements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur.

CHAPITRE 7.4 GESTION DES OPERATIONS PORTANT SUR DES SUBSTANCES POUVANT PRESENTER DES DANGERS

ARTICLE 7.4.1. REGISTRE ENTREE/SORTIE

L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité de produits ou substances ou préparations dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état et ce plan sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

ARTICLE 7.4.2. CONSIGNES D'EXPLOITATION DESTINEES A PREVENIR LES ACCIDENTS

Les opérations comportant des manipulations susceptibles de créer des risques, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses, et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées.

Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction de fumer,
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre,
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque à proximité du dépôt,
- l'obligation du « permis d'intervention » ou « permis de feu »,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment),
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours.

ARTICLE 7.4.3. INTERDICTION DE FEUX

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

ARTICLE 7.4.4. FORMATION DU PERSONNEL

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.

ARTICLE 7.4.5. TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE

Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.

Les travaux font l'objet d'un permis délivré par une personne dûment habilitée et nommément désignée.

Article 7.4.5.1. « permis d'intervention » ou « permis de feu »

Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.

CHAPITRE 7.5 PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

ARTICLE 7.5.1. ORGANISATION DE L'ETABLISSEMENT

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7.5.2. CONNAISSANCE ET ETIQUETAGE DES SUBSTANCES ET PREPARATIONS DANGEREUSES

L'exploitant doit avoir à disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits ou substances ou préparations dangereux présents dans l'établissement, en particulier les fiches de données de sécurité.

Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 l portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

A proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.

ARTICLE 7.5.3. RETENTIONS

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.

La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir.

Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite.

Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.

ARTICLE 7.5.4. RESERVOIRS

L'étanchéité des réservoirs associés aux rétentions doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.

Les canalisations doivent être installées à l'abri des chocs et donner toute garantie de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

ARTICLE 7.5.5. REGLES DE GESTION DES STOCKAGES EN RETENTION

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 7.5.6. STOCKAGE SUR LES LIEUX D'EMPLOI

Les matières premières, produits intermédiaires et produits finis considérés comme des substances ou des préparations dangereuses sont limités en quantité stockée et utilisée dans les ateliers au minimum technique permettant leur fonctionnement normal.

ARTICLE 7.5.7. TRANSPORTS - CHARGEMENTS - DECHARGEMENTS

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le

stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages.

En particulier, les transferts de produit dangereux à l'aide de réservoirs mobiles s'effectuent suivant des parcours bien déterminés et font l'objet de consignes particulières.

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les réservoirs de stockage de fioul sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.

Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut.

ARTICLE 7.5.8. ELIMINATION DES SUBSTANCES OU PREPARATIONS DANGEREUSES

L'élimination des substances ou préparations dangereuses récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée.

CHAPITRE 7.6 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

ARTICLE 7.6.1. DEFINITION GENERALE DES MOYENS

L'exploitant met en œuvre des moyens d'intervention conformes à l'étude de dangers.

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à combattre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci.

L'ensemble du système de lutte contre l'incendie fera l'objet d'un plan de sécurité établi par l'exploitant.

Une plaque indicatrice de manœuvre est installée près des dispositifs de commande et de coupure ayant une fonction de sécurité.

ARTICLE 7.6.2. ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7.6.3. PROTECTIONS INDIVIDUELLES DU PERSONNEL D'INTERVENTION

Des masques ou appareils respiratoires d'un type correspondant au gaz ou émanations toxiques sont mis à disposition de toute personne susceptible d'intervenir en cas de sinistre.

Une réserve d'appareils respiratoires d'intervention (dont des masques autonomes isolants) est disposée dans au moins deux secteurs protégés de l'établissement et en sens opposé selon la direction des vents.

ARTICLE 7.6.4. RESSOURCES EN MOYENS D'EXTINCTION

L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et au minimum les moyens définis ci-après :

- d'un système de détection automatique d'incendie,
- d'un système d'extinction automatique d'incendie,
- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets,
- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles,
- des colonnes sèches,

L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.

ARTICLE 7.6.5. CONSIGNES DE SECURITE

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,
- les conditions de délivrance des permis d'intervention et des permis de feu,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours,
- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

ARTICLE 7.6.6. CONSIGNES GENERALES D'INTERVENTION

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

ARTICLE 7.6.7. ACCES A L'ETABLISSEMENT DES SERVICES D'INCENDIE ET DE SECOURS

L'installation doit être accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elle est desservie, sur au moins une face, par une voie-engin ou par une voie-échelle si le plancher haut du bâtiment est à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport à cette voie.

Afin de faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours, des plans des locaux sont affichés de manière bien visible et inaltérable près des accès.

ARTICLE 7.6.8. EVACUATION DU PERSONNEL

Les installations doivent être aménagées pour permettre une évacuation rapide du personnel dans deux directions opposées.

Les agents non affectés exclusivement aux tâches d'intervention, devront pouvoir quitter leur poste de travail à tout moment en cas d'appel.

Les cheminements d'évacuation du personnel seront jalonnés et maintenus constamment dégagés. Les locaux seront munis de portes s'ouvrant vers l'extérieur en nombre suffisant pouvant être manœuvrées de l'intérieur en toutes circonstances pour permettre en cas d'accident l'évacuation rapide du personnel. L'accès aux issues est balisé.

Un éclairage de sécurité doit permettre une évacuation rapide et sûre des locaux.

ARTICLE 7.6.9. PROTECTION DES MILIEUX RECEPTEURS

Bassin de confinement et bassin d'orage

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés. La vidange suivra les principes imposés par le chapitre 4.3.11 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.

Le premier flot des eaux pluviales susceptibles d'être polluées par lessivage des toitures, sols, aires de stockage, est collecté dans un bassin de confinement.

Ces deux bassins peuvent être confondus auquel cas leur capacité tient compte à la fois du volume des eaux de pluie et d'extinction d'un incendie majeur sur le site. Ils sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.

TITRE 8 - CONDITIONS PARTICULIERES APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ETABLISSEMENT

CHAPITRE 8.1 PREVENTION DE LA LEGIONNELLOSE (R2921)

Les installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air respectent les prescriptions prévues dans les arrêtés ministériels applicables aux installations visées par la rubrique 2921. En particulier, l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour que la concentration en *Legionella specie* dans l'eau de l'installation en fonctionnement soit en permanence maintenue à une concentration inférieure à 1000 UFC/l selon la norme NF T 90-431.

Les installations de refroidissement par Tour Aéro-Réfrigérantes (TAR) sont aménagées et exploitées suivant les dispositions de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 relatif aux installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air soumises à autorisation au titre de la rubrique n° 2921. En particulier les prescriptions particulières suivantes sont applicables :

ARTICLE 8.1.1. CONCEPTION

L'installation doit être conçue pour faciliter les opérations de vidange, nettoyage, désinfection et les prélèvements pour analyses microbiologiques et physico-chimiques. Elle doit être conçue de façon à ce qu'en aucun cas, il n'y ait des tronçons de canalisations constituant des bras morts, c'est-à-dire dans lesquels soit l'eau ne circule pas, soit l'eau circule en régime d'écoulement laminaire. L'installation est équipée d'un dispositif permettant la purge complète de l'eau du circuit. L'exploitant doit disposer des plans de l'installation tenus à jour, afin de justifier des dispositions prévues ci-dessus.

Les matériaux en contact avec l'eau sont choisis en fonction des conditions de fonctionnement de l'installation afin de ne pas favoriser la formation de biofilm, de faciliter le nettoyage et la désinfection et en prenant en compte la qualité de l'eau ainsi que le traitement mis en œuvre afin de prévenir les phénomènes de corrosion, d'entartrage ou de formation de biofilm.

La tour doit être équipée d'un dispositif de limitation des entraînements vésiculaires constituant un passage obligatoire du flux d'air potentiellement chargé de vésicules d'eau, immédiatement avant rejet : le taux d'entraînement vésiculaire attesté par le fournisseur du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires est inférieur à 0,01 % du débit d'eau en circulation dans les conditions de fonctionnement normales de l'installation.

ARTICLE 8.1.2. PERSONNEL

L'exploitation s'effectue sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant, formée et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des risques qu'elle présente, notamment du risque lié à la présence de légionelles, ainsi que des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

Toutes les personnes susceptibles d'intervenir sur l'installation sont désignées et formées en vue d'appréhender selon leurs fonctions le risque légionellose associé à l'installation. L'organisation de la formation, ainsi que l'adéquation du contenu de la formation aux besoins sont explicités et formalisés.

L'ensemble des documents justifiant la formation des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir un accès libre aux installations.

ARTICLE 8.1.3. ANALYSE METHODIQUE DE RISQUES DE DEVELOPPEMENT DES LEGIONELLES

L'analyse méthodique de risques de développement des légionelles est menée sur l'installation dans ses conditions de fonctionnement normales (conduite, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien) et dans ses conditions de fonctionnement exceptionnelles (changement sur l'installation ou dans son mode d'exploitation).

En particulier, sont examinés quand ils existent :

- Les modalités de gestion des installations de refroidissement (et notamment les procédures d'entretien et de maintenance portant sur ces installations),
- les résultats des indicateurs de suivi et des analyses en légionelles,
- les actions menées en application de l'arrêté ministériel du 13/12/2004 et la fréquence de ces actions,
- les situations d'exploitation pouvant ou ayant pu conduire à un risque de développement de biofilm dans le circuit de refroidissement, notamment incidents d'entretien, bras mort temporaire lié à l'exploitation, portions à faible vitesse de circulation de l'eau, portions à température plus élevée.

L'analyse de risque prend également en compte les conditions d'implantation et d'aménagement ainsi que la conception de l'installation.

Cet examen s'appuie notamment sur les compétences de l'ensemble des personnels participant à la gestion du risque légionellose, y compris les sous-traitants susceptibles d'intervenir sur l'installation.

Au moins une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant. Cette révision s'appuie notamment sur les conclusions de la vérification menée en application de l'Article 8.1.13. et sur l'évolution des meilleures technologies disponibles.

Sur la base de la révision de l'analyse des risques, l'exploitant revoit les procédures mises en place dans le cadre de la prévention du risque légionellose et planifie, le cas échéant, les travaux décidés.

Les conclusions de cet examen, ainsi que les éléments nécessaires à sa bonne réalisation (méthodologie, participants, risques étudiés, mesures de prévention, suivi des indicateurs de surveillance, conclusions du contrôle de l'organisme agréé), sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 8.1.4. PROCEDURES

Des procédures adaptées à l'exploitation de l'installation sont rédigées pour définir et mettre en œuvre :

- la méthodologie d'analyse des risques,
- les mesures d'entretien préventif de l'installation en fonctionnement pour éviter la prolifération des micro-organismes et en particulier des légionelles,
- les mesures de vidange, nettoyage et désinfection de l'installation à l'arrêt,
- les actions correctives en cas de situation anormale (dérive des indicateurs de contrôle, défaillance du traitement préventif...),
- l'arrêt immédiat de l'installation dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production.

ARTICLE 8.1.5. ENTRETIEN ET SURVEILLANCE

L'installation est maintenue propre et dans un bon état de surface pendant toute la durée de son fonctionnement.

L'installation de refroidissement est vidangée, nettoyée et désinfectée :

- Avant la remise en service de l'installation de refroidissement intervenant après un arrêt prolongé,
- et en tout état de cause au moins une fois par an.

Un plan de surveillance destiné à s'assurer de l'efficacité du nettoyage et de la désinfection de l'installation est défini à partir des conclusions de l'analyse méthodique des risques menée conformément aux dispositions prévues ci-dessus. Ce plan est mis en œuvre sur la base de procédures formalisées.

L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de la surveillance pour tenir compte des évolutions de son installation, de ses performances par rapport aux obligations réglementaires et de ses effets sur l'environnement.

La fréquence des prélèvements et analyses des *Legionella* specie selon la norme NF T90-431 est au minimum mensuelle pendant la période de fonctionnement de l'installation.

Si un résultat d'une analyse en légionelles est supérieur ou égal à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau ou, si la présence de flore interférente rend impossible la quantification de *Legionella* specie, la fréquence des prélèvements et analyses des *Legionella* specie selon la norme NF T90-431 est de nouveau au minimum mensuelle.

Le prélèvement est réalisé par un opérateur formé à cet effet sur un point du circuit d'eau de refroidissement où l'eau est représentative de celle en circulation dans le circuit et hors de toute influence directe de l'eau d'appoint. Ce point de prélèvement, repéré par un marquage, est fixé sous la responsabilité de l'exploitant de façon à faciliter les comparaisons entre les résultats de plusieurs analyses successives.

ARTICLE 8.1.6. RESULTATS DE L'ANALYSE DES LEGIONELLES

L'exploitant demande au laboratoire chargé de l'analyse que lesensemencements dont les résultats font apparaître une concentration en légionelles supérieures à 100 000 UFC/l soient conservés pendant 3 mois par le laboratoire.

ARTICLE 8.1.7. PRELEVEMENTS ET ANALYSES SUPPLEMENTAIRES

L'Inspection des Installations Classées peut demander à tout moment la réalisation de prélèvements et analyses supplémentaires, y compris en déclenchant un contrôle de façon inopinée, ainsi que l'identification génomique des souches prélevées dans l'installation par le Centre national de référence des légionelles (CNR de Lyon).

L'ensemble des frais des prélèvements et analyses est supporté par l'exploitant.

ARTICLE 8.1.8. ACTIONS A MENER SI LA CONCENTRATION MESUREE EN LEGIONELLA SPECIE EST SUPERIEURE OU EGALE A 100 000 UNITES FORMANT COLONIES PAR LITRE D'EAU SELON LA NORME NF T90-431

a) Si les résultats des analyses en légionelles, selon la norme NF T90-431, réalisées en application de l'ensemble des dispositions qui précèdent, mettent en évidence une concentration en Legionella specie supérieure ou égale à 100 000 unités formant colonies par litre d'eau, l'exploitant arrête, dans les meilleurs délais, l'installation de refroidissement, selon une procédure d'arrêt immédiat qu'il aura préalablement définie, et réalise la vidange, le nettoyage et la désinfection de l'installation de refroidissement. La procédure d'arrêt immédiat prendra en compte le maintien de l'outil et les conditions de sécurité de l'installation, et des installations associées.

Dès réception des résultats selon la norme NF T90-431, l'exploitant en informe immédiatement l'Inspection des Installations Classées par télécopie avec la mention :

« Urgent et important, tour aéroréfrigérante, dépassement du seuil de 100 000 unités formant colonies par litre d'eau. »

Ce document précise :

- les coordonnées de l'installation,
- la concentration en légionelles mesurée,
- la date du prélèvement ;
- les actions prévues et leurs dates de réalisation.

b) Avant la remise en service de l'installation, l'exploitant procède à une analyse méthodique des risques de développement des légionelles dans l'installation, telle que prévue à l'Article 8.1.3. ou, à l'actualisation de l'analyse existante, en prenant notamment en compte la conception de l'installation, sa conduite, son entretien et son suivi. Cette analyse des risques doit permettre de définir les actions correctives visant à réduire les risques de développement des légionelles et de planifier la mise en œuvre des moyens susceptibles de réduire ces risques. Le plan d'actions correctives ainsi que la méthodologie mise en œuvre pour analyser cet incident sont joints au carnet de suivi.

L'exploitant met en place les mesures d'amélioration prévues et définit les moyens susceptibles de réduire le risque. Les modalités de vérification de l'efficacité de ces actions avant et après remise en service de l'installation sont définies par des indicateurs tels que des mesures physico-chimiques ou des analyses microbiologiques.

c) Après remise en service de l'installation, l'exploitant vérifie immédiatement l'efficacité du nettoyage et des autres mesures prises selon les modalités définies précédemment.

Quarante-huit heures après cette remise en service, l'exploitant réalise un prélèvement, pour analyse des légionelles selon la norme NF T90-431.

Dès réception des résultats de ce prélèvement, un rapport global sur l'incident est transmis à l'Inspection des Installations Classées. L'analyse des risques est jointe au rapport d'incident. Le rapport précise l'ensemble des mesures de vidange, nettoyage et désinfection mises en œuvre, ainsi que les actions correctives définies et leur calendrier de mise en œuvre.

d) Les prélèvements et les analyses en *Legionella* specie selon la norme NF T90-431 sont ensuite effectués tous les quinze jours pendant trois mois.

En cas de dépassement de la concentration de 10 000 unités formant colonies par litre d'eau sur un des prélèvements prescrits ci-dessus, l'installation est à nouveau arrêtée dans les meilleurs délais et l'ensemble des actions prescrites ci-dessus est renouvelé.

ARTICLE 8.1.9. ACTIONS A MENER SI LA CONCENTRATION MESUREE EN LEGIONELLA SPECIE EST SUPERIEURE OU EGALE A 1 000 UNITES FORMANT COLONIES PAR LITRE D'EAU ET INFERIEURE A 100 000 UNITES FORMANT COLONIES PAR LITRE D'EAU

Si les résultats d'analyses réalisées en application de l'ensemble des dispositions qui précèdent mettent en évidence une concentration en *Legionella* specie selon la norme NF T90-431 supérieure ou égale à 1000 unités formant colonies par litre d'eau et inférieure à 100 000 unités formant colonies par litre d'eau, l'exploitant prend des dispositions pour nettoyer et désinfecter l'installation de façon à s'assurer d'une concentration en *Legionella* specie inférieure à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau.

La vérification de l'efficacité du nettoyage et de la désinfection est réalisée par un prélèvement selon la norme NF T90-431 dans les deux semaines consécutives à l'action corrective.

Le traitement et la vérification de l'efficacité du traitement sont renouvelés tant que la concentration mesurée en *Legionella* specie est supérieure ou égale à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau et inférieure à 100 000 unités formant colonies par litre d'eau.

A partir de trois mesures consécutives indiquant des concentrations supérieures à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau, l'exploitant devra procéder à l'actualisation de l'analyse méthodique des risques de développement des légionelles dans l'installation, prévue à l'Article 8.1.3. , En prenant notamment en compte la conception de l'installation, sa conduite, son entretien, son suivi. L'analyse des risques doit permettre de définir les actions correctives visant à réduire le risque de développement des légionelles et de planifier la mise en œuvre des moyens susceptibles de réduire ces risques. Le plan d'actions correctives, ainsi que la méthodologie mise en œuvre pour analyser cet incident sont joints au carnet de suivi.

L'exploitant tient les résultats des mesures et des analyses de risques effectuées à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

ARTICLE 8.1.10. ACTIONS A MENER SI LE RESULTAT DE L'ANALYSE SELON LA NORME NF T90-431 REND IMPOSSIBLE LA QUANTIFICATION DE LEGIONELLA SPECIE EN RAISON DE LA PRESENCE D'UNE FLORE INTERFERENTE

Si le résultat de l'analyse selon la norme NF T90-431 rend impossible la quantification de *Legionella* specie en raison de la présence d'une flore interférente, l'exploitant prend des dispositions pour nettoyer et désinfecter l'installation de façon à s'assurer d'une concentration en *Legionella* specie inférieure à 1000 unités formant colonies par litre d'eau.

ARTICLE 8.1.11. CONTAMINATION CROISEE

En cas de contamination d'un circuit de refroidissement, toutes les mesures seront prises pour éviter une contamination des autres circuits présents sur le site.

ARTICLE 8.1.12. TRANSMISSION DES RESULTATS DES ANALYSES

Les résultats des analyses de suivi de la concentration en légionelles sont adressés par l'exploitant à l'Inspection des Installations Classées sous forme de bilans annuels.

Ces bilans sont accompagnés de commentaires sur :

- Les éventuelles dérives constatées et leurs causes, en particulier lors des dépassements du seuil de 1000 unités formant colonies par litre d'eau en Legionella specie,
- les actions correctives prises ou envisagées,
- les effets mesurés des améliorations réalisées,
- Le bilan de l'année N - 1 est établi et transmis à l'inspection des installations classées pour le 30 avril de l'année N.

ARTICLE 8.1.13. CONTROLE PAR UN ORGANISME TIERS

Au minimum tous les deux ans, l'installation fait l'objet d'un contrôle par un organisme agréé au titre de l'article R512-71 du code de l'environnement.

Pour les installations dont un résultat d'analyses présente un dépassement du seuil de concentration en légionelles supérieur ou égal à 100 000 UFC/l d'eau selon la norme NF T90-431, un contrôle est réalisé dans les 12 mois qui suivent.

A l'issue de chaque contrôle, l'organisme établit un rapport adressé à l'exploitant de l'installation contrôlée. Ce rapport mentionne les non-conformités constatées et les points sur lesquels des mesures correctives ou préventives peuvent être mises en œuvre.

L'exploitant tient le rapport à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

ARTICLE 8.1.14. PROTECTION DES PERSONNES

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant met à disposition des personnels intervenant à l'intérieur ou à proximité de l'installation, et susceptibles d'être exposés par voie respiratoire aux aérosols, des équipements individuels de protection adaptés ou conformes aux normes en vigueur lorsqu'elles existent (masque pour aérosols biologiques, gants...), destinés à les protéger contre l'exposition :

- Aux aérosols d'eau susceptibles de contenir des germes pathogènes,
- aux produits chimiques,

L'exploitant met en place une signalétique appropriée de la zone susceptible d'être exposée aux émissions d'aérosols.

Un panneau, apposé de manière visible, devra signaler l'obligation du port de masque,

Le personnel intervenant sur l'installation ou à proximité de la tour de refroidissement doit être informé des circonstances susceptibles de les exposer aux risques de contamination par les légionelles et de l'importance de consulter rapidement un médecin en cas de signes évocateurs de la maladie,

L'ensemble des documents justifiant l'information des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'inspection du travail.

ARTICLE 8.1.15. QUALITE DE L'EAU D'APPOINT

L'eau d'appoint respecte au niveau du piquage les critères microbiologiques et de matières en suspension suivants :

- Legionella sp < seuil de quantification de la technique normalisée utilisée ;
- Numération de germes aérobies revivifiables à 37° C < 1 000 germes/ml ;
- Matières en suspension < 10 mg/l.

Lorsque ces qualités ne sont pas respectées, l'eau d'appoint fera l'objet d'un traitement permettant l'atteinte des objectifs de qualité ci-dessus. Dans ce cas, le suivi de ces paramètres sera réalisé au moins deux fois par an dont une pendant la période estivale.

CHAPITRE 8.2 GROUPES ELECTROGENES (R2910) ET STOCKAGE DU FIOUL (R1432)

ARTICLE 8.2.1. CONDITIONS D'UTILISATION DES GROUPES ELECTROGENES

Les groupes électrogènes fixes diesel d'une puissance supérieure à 100 kW ne peuvent être utilisés que dans les situations suivantes :

- Alimentation de remplacement, lorsque la source d'électricité habituelle a disparu ou lorsque le réseau ne peut subvenir aux besoins en électricité dans des conditions de sécurité satisfaisante

- Alimentation des dispositifs de sécurité, et notamment des éclairages de sécurité de type A dans les établissements recevant du public ;
- Alimentation nécessaire aux essais exigés par la réglementation ou à l'entretien du matériel.

Les groupes électrogènes garantissent entre autres le maintien des fonctions liées à la sécurité : réseau d'alarmes relié au PC sécurité, alimentation des ventilateurs de désenfumage, éclairage de secours, réseau téléphonique...

ARTICLE 8.2.2. IMPLANTATION DES GROUPES ELECTROGENES

Les installations ne doivent pas être surmontées de bâtiments ou locaux occupés par des tiers, habités ou à usage de bureaux, à l'exception de locaux techniques.

Les locaux abritant les installations doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes

- Matériaux de classe M1
- Stabilité au feu de degré une heure,
- Couverture incombustible.

De plus, les éléments de construction présentent les caractéristiques de qualité au feu suivantes, vis à vis des locaux contigus ou des établissements, installations et stockages :

- Parois, couverture et plancher de qualité REI 120,
- Portes intérieures de qualité EI 60 et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique,
- Porte donnant vers l'extérieur de qualité EI 60 au moins.

Un espace suffisant doit être aménagé autour des appareils de combustion, des organes de réglage, de commande, de régulation, de contrôle et de sécurité pour permettre une exploitation normale des installations.

ARTICLE 8.2.3. VENTILATION DES LOCAUX

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour notamment éviter la formation d'une atmosphère explosible ou nocive.

La ventilation doit assurer en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'équipement, notamment en cas de mise en sécurité de l'installation, un balayage de l'atmosphère du local, compatible avec le bon fonctionnement des appareils de combustion, au moyen d'ouvertures en parties haute et basse permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent.

Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (par exemple lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre moyen équivalent).. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.

ARTICLE 8.2.4. VERIFICATIONS DES INSTALLATIONS

L'exploitant doit veiller au bon entretien des dispositifs de réglage, de contrôle, de signalisation et de sécurité. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit.

Tous les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits...) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et en respectant les règles de consignes particulières.

Toute intervention par point chaud sur une tuyauterie contenant du combustible ne peut être engagée qu'après une purge complète de la tuyauterie concernée. La consignation d'un tronçon de canalisation s'effectue selon un cahier des charges précis défini par l'exploitant.

A l'issue de tels travaux, une vérification de l'étanchéité de la tuyauterie doit garantir une parfaite intégrité de celle-ci. Cette vérification se fera sur la base de documents prédéfinis et de procédures écrites. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit. Pour des raisons liées à la nécessité d'exploitation, ce type d'intervention pourra être effectué en dérogation au présent alinéa, sous réserve de la rédaction et de l'observation d'une consigne spécifique.

Les soudeurs devront avoir une attestation d'aptitude professionnelle spécifique au mode d'assemblage à réaliser.

ARTICLE 8.2.5. CONSIGNES D'EXPLOITATION

La conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) doit faire l'objet de consignes d'exploitation et de sécurité écrites qui doivent être rendues disponibles pour le personnel. Ces consignes prévoient notamment :

- les modes opératoires,
- la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées par l'installation,
- les instructions de maintenance et de nettoyage, la périodicité de ces opérations et les consignations nécessaires avant de réaliser ces travaux,
- les conditions de délivrance des « permis d'intervention » à l'article 7.4.5,
- les modalités d'entretien, de contrôle et d'utilisation des équipements de régulation et des dispositifs de sécurité.

Ces consignes sont régulièrement mises à jour.

ARTICLE 8.2.6. DEPOTAGE DE FIOUL

Le dépotage de fioul sera réalisé sous surveillance permanente du chauffeur de camion.

L'aire de dépotage du fioul devra être étanche et disposer d'un point bas permettant la collecte des fuites éventuelles sur toute la zone de dépotage. Ce point bas devra être relié à une rétention dimensionnée selon les règles de l'art.

Toute opération de remplissage des réservoirs devra être contrôlée par un dispositif de sécurité qui interrompra automatiquement le remplissage lorsque le niveau maximal d'utilisation sera atteint. Ce dispositif sera conforme à la norme NF EN 13616 dans sa version en vigueur le jour de la mise en place du dispositif ou à toute norme équivalente en vigueur dans l'union européenne ou l'espace économique européen.

Sur chaque canalisation de remplissage et à proximité de l'orifice de remplissage du réservoir sera mentionnée, de façon apparente, la pression maximale de service du limiteur de remplissage lorsque le remplissage peut se faire sous pression. Il est interdit de faire subir au limiteur de remplissage des pressions supérieures à la pression maximale de service.

ARTICLE 8.2.7. STOCKAGE DE FIOUL

Le stockage de fioul est aménagé et exploité respectivement suivant les dispositions de l'arrêté du 22/12/2008.

Les prescriptions particulières suivantes sont applicables :

Les réservoirs fixes aériens ou enterrés sont munis de jauges de niveau.

Les capacités intermédiaires ou nourrices alimentant les appareils de combustion doivent être munies de dispositifs permettant d'éviter tout débordement. Elles sont associées à des cuvettes de rétention répondant aux dispositions du présent arrêté préfectoral. Leur capacité est strictement limitée au besoin de l'exploitation.

ARTICLE 8.2.8. ALIMENTATION EN FIOUL

Les réseaux d'alimentation en combustible doivent être conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite, notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...) et repérées par les couleurs normalisées.

Un dispositif de coupure manuelle, indépendant de tout équipement de régulation de débit, doit être placé à l'extérieur des bâtiments pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible liquide des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, doit être placé :

- dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances,
- à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible,

Il est parfaitement signalé et maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.

Tout appareil de réchauffage d'un combustible liquide doit comporter un dispositif limiteur de la température, indépendant de sa régulation, protégeant contre toute surchauffe anormale du combustible. Une alarme doit alerter les opérateurs en cas de dérive.

Le parcours des canalisations à l'intérieur des locaux où se trouvent les appareils de combustion est aussi réduit que possible. Par ailleurs, un organe de coupure rapide doit équiper chaque appareil de combustion au plus près de celui-ci.

La consignation d'un tronçon de canalisation, notamment en cas de travaux, s'effectuera selon un cahier des charges précis défini par l'exploitant.

CHAPITRE 8.3 INSTALLATION DE REFRIGERATION (R2920)

ARTICLE 8.3.1. IMPLANTATION

Les installations de production de froid sont implantées et équipées de façon qu'en cas de fuite accidentelle des fluides réfrigérants, ceux-ci soient évacués au-dehors sans qu'il en résulte d'inconfort pour le voisinage.

ARTICLE 8.3.2. MODE DE REFROIDISSEMENT

Il est interdit d'utiliser des fluides frigorigènes à base de CFC pour effectuer la maintenance d'équipement. On entend par maintenance toute opération qui implique une ouverture du circuit frigorifique, et en particulier le retrait, la charge, le remplacement d'une pièce du circuit et, dans certains cas, la réparation de fuite.

ARTICLE 8.3.3. MISE EN SECURITE

Les groupes froids sont équipés d'un système de coupure et de mise en sécurité automatique, en cas d'anomalie de fonctionnement.

Des dispositifs manuels d'arrêt d'urgence des groupes doivent, également, être installés à proximité de l'accès aux installations.

ARTICLE 8.3.4. UTILISATION, RECUPERATION ET DESTRUCTION DES FLUIDES FRIGORIGENES

Les opérations de mise en place, d'utilisation, de récupération ou de destruction de fluides frigorigènes sont réalisées conformément aux dispositions des articles R. 543-75 et suivants du Code de l'environnement sur les fluides frigorigènes utilisés dans les équipements frigorifiques et climatiques. En particulier, les prescriptions suivantes sont applicables :

Lors de la charge, de la mise en service, de l'entretien ou du contrôle d'étanchéité d'un équipement, s'il est nécessaire de retirer tout ou partie du fluide frigorigène qu'il contient, l'intégralité du fluide ainsi retiré doit être récupérée. Lors du démantèlement d'un équipement, le retrait et la récupération de l'intégralité du fluide frigorigène sont obligatoires.

L'exploitant est tenu de faire procéder à la charge du circuit en fluide frigorigène, à sa mise en service ou à toute autre opération réalisée sur ce circuit qui nécessite une intervention sur le circuit contenant des fluides frigorigènes, par un opérateur remplissant les conditions prévues aux articles R. 543-99 à R. 543-107 du code de l'environnement.

ARTICLE 8.3.5. CONTROLE D'ETANCHEITE

Les contrôles d'étanchéité sont effectués conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 7 mai 2007 relatif au contrôle d'étanchéité des éléments assurant le confinement des fluides frigorigènes utilisés dans les équipements frigorifiques et climatiques. En particulier, les prescriptions suivantes sont applicables :

Pour chaque circuit dont la charge en fluide frigorigène est supérieure à deux kilogrammes, l'exploitant fait procéder, lors de sa mise en service, à un contrôle d'étanchéité des éléments assurant le confinement du fluide frigorigène par un opérateur remplissant les conditions aux articles R. 543-99 à R. 543-107 du code de l'environnement. Ce contrôle est ensuite périodiquement renouvelé selon les

dispositions de l'arrêté ministériel du 7 mai 2007 relatif au contrôle d'étanchéité des éléments assurant le confinement des fluides frigorigènes utilisés dans les équipements frigorifiques et climatiques.

Il est également renouvelé à chaque fois que des modifications ayant une incidence sur le circuit contenant les fluides frigorigènes sont apportées à l'équipement.

Si des fuites de fluides frigorigènes sont constatées lors de ce contrôle, le détenteur de l'équipement, à partir du constat remis par l'opérateur, prend toutes mesures pour remédier à la fuite qui a été constatée. Pour les circuits contenant plus de trois cents kilogrammes de fluides frigorigènes, l'opérateur adresse une copie de ce constat au représentant de l'Etat dans le département.

Toute opération de recharge en fluide frigorigène de circuits présentant des défauts d'étanchéité identifiés est interdite.

Le détenteur d'un circuit contenant plus de trois kilogrammes de fluide frigorigène conserve pendant au moins cinq ans les documents attestant que les contrôles d'étanchéité ont été réalisés, constatant éventuellement l'existence de fuites et faisant état de ce que les réparations nécessaires ont été réalisées, et les tient à disposition des opérateurs intervenant ultérieurement sur l'équipement et de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 8.3.6. FICHES D'INTERVENTION

Pour chaque contrôle d'étanchéité, réparations ou opération nécessitant une manipulation de fluides frigorigènes, effectué sur un équipement, il est établi une fiche d'intervention. Cette fiche mentionne notamment, les coordonnées de l'opérateur, son numéro d'attestation de capacité, la date et la nature de l'intervention effectuée, les résultats des contrôles d'étanchéité, la nature, la quantité et la destination du fluide récupéré ainsi que la quantité de fluide éventuellement réintroduite dans cet équipement. Elle est signée conjointement par l'opérateur et par l'exploitant de l'équipement.

Elle est conservée par l'exploitant pendant une durée de 5 ans pour être présentée à toute réquisition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 8.3.7. REGISTRE

Un registre est établi par l'exploitant. Il contient, par équipement, les fiches d'intervention classées par ordre chronologique ainsi que les attestations de capacité des opérateurs. Ce registre est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les fiches et registres peuvent être établis sous forme électronique.

ARTICLE 8.3.8. SIGNALISATION DES VANNES ET DES CANALISATIONS

Les vannes et les canalisations doivent être protégées contre les chocs éventuels, et être repérées et identifiées conformément aux règlements et normes en vigueur ou selon codification reconnue et affichée dans l'entreprise.

Les dispositifs de coupure (robinets, vannes...) doivent être clairement identifiés, signalés et porter de manière indélébile le sens de leur fermeture.

ARTICLE 8.3.9. OPERATION DE DEGAZAGE

Toute opération de dégazage dans l'atmosphère d'un fluide frigorigène est interdite, sauf si elle est nécessaire pour assurer la sécurité des personnes. Le détenteur de l'équipement prend toute disposition de nature à éviter le renouvellement de cette opération.

Les opérations de dégazage ayant entraîné ponctuellement une émission de plus de 20 kilogrammes de fluides frigorigènes ou ayant entraîné au cours de l'année civile des émissions cumulées supérieures à 100 kilogrammes sont portées à la connaissance du représentant de l'Etat dans le département et à l'inspection des installations classées par le détenteur de l'équipement dans les meilleurs délais.

Un rapport est transmis simultanément par l'exploitant au représentant de l'Etat dans son département et à l'inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas trois semaines. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'opération de dégazage, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un incident similaire.

Selon la nature et la quantité de fluide frigorigène rejeté, l'exploitant pourra être soumis à l'arrêté ministérielle du 31 janvier 2008 relatif à la déclaration des émissions polluantes et de déchets des installations classées soumises à autorisation en ce qui concerne les opérations de dégazage visées ci-dessus.

TITRE 9 - SURVEILLANCE DES EMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

CHAPITRE 9.1 PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

ARTICLE 9.1.1. PRINCIPE ET OBJECTIFS DU PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

ARTICLE 9.1.2. MESURES COMPARATIVES

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L 514-5 et L514-8 du code de l'environnement. Cependant, les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.

CHAPITRE 9.2 MODALITES D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE

ARTICLE 9.2.1. RELEVÉ DES PRELEVEMENTS D'EAU

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur.

Ce dispositif est relevé tous les jours

Les résultats sont portés sur un registre.

ARTICLE 9.2.2. AUTO SURVEILLANCES DES EFFLUENTS LIQUIDES REJETES

L'exploitant met en place un programme de surveillance, adapté aux flux rejetés, des paramètres définis au chapitre 4.3.

Une mesure des concentrations des différents polluants visés au chapitre 4.3 doit être effectuée au moins **tous les 3 ans** par un organisme agréé par le ministre de l'environnement. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement sur une journée de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.

En cas d'impossibilité justifiée d'obtenir un tel échantillon, une évaluation des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée.

ARTICLE 9.2.3. AUTO SURVEILLANCE DES DECHETS

Les résultats de surveillance sont présentés selon un registre ou un modèle établi en accord avec l'inspection des installations classées ou conformément aux dispositions nationales lorsque le format est prédéfini. Ce récapitulatif prend en compte les types de déchets produits, les quantités et les filières d'élimination retenues.

L'exploitant utilisera pour ses déclarations la codification réglementaire en vigueur.

ARTICLE 9.2.4. AUTO SURVEILLANCES DES TOURS AEROREFRIGERANTES

L'auto surveillance des tours aérorefrigerantes est réalisée conformément aux dispositions du chapitre 8.1.

ARTICLE 9.2.5. AUTO SURVEILLANCE DES REJETS ATMOSPHERIQUES

L'auto surveillance des rejets atmosphériques est réalisée conformément aux disposition de l'article 3.2.3.

ARTICLE 9.2.6. AUTO SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES

Une mesure de la situation acoustique globale du site sera effectuée dans un délai de trois mois à compter de la date de mise en service des nouvelles installations puis **tous les 3 ans**, par un organisme ou une personne qualifié dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander.

CHAPITRE 9.3 SUIVI, INTERPRETATION ET DIFFUSION DES RESULTATS / ACTIONS CORRECTIVES

ARTICLE 9.3.1. ACTIONS CORRECTIVES

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du CHAPITRE 9.2, notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

En particulier, lorsque la surveillance environnementale sur les eaux souterraines ou les sols fait apparaître une dérive par rapport à l'état initial de l'environnement, soit réalisé en application de l'article R 512-8 II 1° du code de l'environnement, soit reconstitué aux fins d'interprétation des résultats de surveillance, l'exploitant met en œuvre les actions de réduction complémentaires des émissions appropriées et met en œuvre, le cas échéant, un plan de gestion visant à rétablir la compatibilité entre les milieux impactés et leurs usages.

ARTICLE 9.3.2. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RESULTATS DE L'AUTO SURVEILLANCE

Sans préjudice des dispositions de l'article R 512-69 du code de l'environnement, l'exploitant établit à l'issu des délais fixés aux articles 9.2.3, 9.2.5 et 9.2.6, un rapport de synthèse suivant relatif aux résultats des mesures et analyses imposées à ces mêmes articles. Ce rapport, traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des mesures comparatives mentionnées au CHAPITRE 9.1, des modifications éventuelles du programme d'auto surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.

Il est tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans.

L'inspection des installations classées peut, en outre, demander la transmission périodique de ces rapports ou d'éléments relatifs au suivi et à la maîtrise de certains paramètres ou d'un rapport annuel.

ARTICLE 9.3.3. TRANSMISSION DES RESULTATS DE L'AUTO SURVEILLANCE DES DECHETS

Les justificatifs évoqués à l'article 9.2.3 doivent être conservés pendant une durée de 10 ans.

ARTICLE 9.3.4. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RESULTATS DES MESURES DES EFFLUENTS LIQUIDES REJETES

Les résultats des mesures réalisées en application du CHAPITRE 9.2 sont transmis au Préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

ARTICLE 9.3.5. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RESULTATS DES MESURES DE NIVEAUX SONORES

Les résultats des mesures réalisées en application du CHAPITRE 9.2 sont transmis au Préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

ARTICLE 9.3.6. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RESULTATS DES MESURES DES REJETS ATMOSPHERIQUES

Les résultats des mesures réalisées en application du CHAPITRE 9.2 sont transmis au Préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

ARTICLE 9.3.7. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RESULTATS DES ANALYSES CONCERNANT LES LEGIONELLES

Les résultats des analyses de suivi de la concentration en légionelles sont adressés par l'exploitant à l'Inspection des Installations Classées sous forme de bilans annuels (chapitre 8.1).

Le bilan de l'année N - 1 est établi et transmis à l'inspection des installations classées pour le 30 avril de l'année N.

